



Hormones, qotas, désertification

L'agriculture se dope !

Editorial

L'Education nationale ? La « priorité des priorités », selon les propos de Mitterrand lors de la campagne électorale des présidentielles ! Il aura pourtant fallu attendre plus de six mois pour que le gouvernement commence à envisager enfin d'examiner l'éventualité de faire quelque chose.

Les négociations sur la réévaluation salariale, en particulier, qui devaient être engagées à la mi-décembre, ont même été repoussées à la mi-janvier sur décision du Premier ministre, Rocard devait sans doute craindre, dans un climat social agité ; le danger de contamination difficilement jugulé depuis deux mois par ses compères installés à la direction de la FEN.

Dominés par un climat d'attente pesant du côté des enseignants — avec des tentatives désordonnées d'engager véritablement la lutte —, les trois derniers mois de l'année 1988 ont été marqués par des actions de la part du gouvernement qui ne laissent, de fait, aucun doute sur ses intentions véritables — qu'il s'agisse de la vraie-fausse abrogation du statut des maîtres-directeurs ou de la reconduite de la politique de blocage des salaires (initiée par un précédent gouvernement socialiste et menée sans faillir depuis six ans) qui se traduit par des pertes réelles de pouvoir d'achat pouvant dépasser 10%.

Mais c'est bien autre chose que de l'indécision qui se dissimule avec difficulté derrière les lenteurs actuelles du gouvernement et les tiraillements perceptibles entre Jospin et Rocard.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas la volonté de résoudre les problèmes du système éducatif, ce n'est pas la réponse aux besoins réels exprimés tant par les travailleurs de l'Education que par... les enfants, ceux à qui un accord social quasi-unanime n'accorde que la liberté de subir !

Ce qui s'affirme ici, c'est la volonté de résoudre un double problème politique. Il s'agit, d'un côté, d'aider le courant de tendance socialiste, majoritaire au sein de la FEN, à résoudre ses difficultés internes (museler définitivement les minorités, casser la mainmise du courant UA proche du PCF sur le secondaire) pour lui permettre de participer, avec la CFDT et FO, au mouvement de recomposition syndicale qui se dessine de plus en plus nettement. Il s'agit surtout de mettre à profit les difficultés du système éducatif français, en feignant de tout mettre en œuvre pour y mettre un terme, pour adapter enfin l'enseignement aux desiderata du patronat et aux impératifs de production les plus immédiats : « à ce dont le marché du travail se trouve avoir besoin momentanément » (propos tenus par M. Rocard, « Le Monde de l'Education » n° 156, janvier 1989).

communiqués éditions

• FRESNES-ANTONY

Les permanences du groupe de Fresnes-Antony de la FA se tiennent au local du groupe, au 34, rue J. Moulin, 92160 Antony, tous les samedis de 10 h à 12 h (tél. : 46.68.48.58)

• LYON

Les anarchistes de la région lyonnaise peuvent prendre contact avec la liaison de Lyon en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le premier mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, de 20 h 30 à 22 h.

• LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : le 13 janvier, « Surréalisme et anarchie » ; le 21 janvier, « Labels indépendants ».

• BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman organise une rencontre-débat sur le thème : « situation politique et sociale aujourd'hui : analyses et propositions anarchistes ». Cette rencontre aura lieu à 15 h, le samedi 21 janvier 1989, au local (7, rue du Muguet à Bordeaux).

• LE MANS

Les militants de la FA du Mans vous invitent à les contacter afin de pouvoir recréer une présence militante en écrivant aux Relations intérieures, ou en vous rendant aux permanences de « Sarthe libertaire » (FA-CNT-CLÉA) à la Maison des associations, 4, rue d'Arcole, les deuxièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, et les quatrièmes samedis, de 15 h à 17 h.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : Les mutations dans l'agriculture, Les quotas laitiers, Dopage agricole — PAGE 4, Les luttes : Les syndicats forts en Europe, Travail temporaire, Jean Gil nous a quittés — PAGE 5, Société : Salariés agricoles, Brèves écologistes, Amis lecteurs — PAGE 7, Société : Paris-Dakar, Nouvelles du front, Objection-insoumission, Le lapinisme — PAGE 8, Dans le monde : Arménie, Cuba — PAGE 9, Informations internationales : Revue de presse, Cuba, Espagne, Brèves internationales — PAGE 10, Arguments : Les lieux de vie — PAGE 11, Expressions : Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Gala de soutien à Radio-Libertaire — PAGE 12, Histoire : Les paysans et la Révolution française (3^e partie).

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 835
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P. Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :

- Camillo Berneri, « Oeuvres choisies » à 120 F ;
- Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.

On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amélot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort-Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Saint-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Rhône : Lyon — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliès-Pont, Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sémonon.

éditions

AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).



• AUTOCOLLANT

Le groupe anarchiste communiste Carlo-Cafiero a édité un autocollant jaune et noir sur la question du logement. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire (commandes possibles) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires, et de 1 F à l'unité.

Contre les logements vides
Contre les taudis
Contre le racket des loyers
Organisons - nous
pour le

Droit au logement Gratuit pour tous

Fédération Anarchiste : 145, rue Amélot Paris 11^eème

• CASSETTES

Radio-Libertaire vient d'éditionner deux cassettes de l'émission « Micro-climat » : « Information sur le nucléaire » ; « Information sur le nucléaire : Hiroshima-Nagasaki », avec Roger Belbeoch (physicien), membre du Groupement de scientifiques pour l'information sur le nucléaire (GSIEN) ; « Information sur le nucléaire : la catastrophe de Goiânia », avec des entrevues de Maria-José Walter Pemico, Wanderley Medeiros, Fernando Gabeiro, ladyr Andrade. Ces cassettes sont réalisées par Pertine (physicienne). Chaque cassette est disponible au prix de 60 F plus 10% pour frais de port (40 F avec la carte d'auditeur). Les chèques sont à établir à l'ordre de Publico.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^e République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

V
peut ve
craindre
national
sans ce
informa
que pos
veaux p
— la fu
somatot
Etats-U
consom
désempa

U
Il est
la somat
gros rom
che et de
d'énorm
l'affaire
que les E
pays de
ment dif
sente plu
consomm
en Franc
en tout c
« guerre
Quel es
à croire
l'offensiv
firmes a

J
ceux
s'inst
sans trop
comme a
autre dom
mains pou
ils étaient
Aujourd
serenemen
l'autre des
habitudes

I
En Bre
pris toute
ment de p
sager, par
détruire l'
breux, co
exemple).
Mais l'
marqué q
de vache
reste ving
ront être
plus perso
apparten
l'élevage
qu'il y a
mesure de
Le cons
sur la lett
la suppress
litres (qui
producteur
lation de n

NOTE

Les jeune
pas le droi
actuelles né
1960. Entre
qui se tena
fon ne sait p
choisit de fa
assis (qui be
dériment de
aux quotas
de désertific
plus être nég

LA « GUERRE DES HORMONES »

Seringues bientôt autorisées

VOILÀ donc la « guerre des hormones » ! Drôle de guerre, dans laquelle on peut voir des dirigeants libéraux craindre la concurrence, des multinationales de la chimie dépenser sans compter pour diffuser une information aussi dithyrambique que possible à l'égard de leurs nouveaux produits, des affaires diverses — la future commercialisation de la somatotropine et le conflit CEE-Etats-Unis — s'entremêler, et le consommateur se trouver bien désemparé.

Un faux problème

Il est vrai que la seule histoire de la somatotropine vaudrait bien un gros roman. Des années de recherche et de mise au point, c'est-à-dire d'énormes capitaux mis en jeu : l'affaire doit rapporter. Le boeuf que les Etats-Unis veulent vendre au pays de la CEE ? Il est effectivement difficile de prouver qu'il présente plus de danger que la viande consommée en Europe, y compris en France. Ce type d'argument est en tout cas totalement absent de la « guerre des hormones ».

Quel est le problème ? Tout porte à croire qu'il s'agit de répondre à l'offensive engagée par les grandes firmes américaines (Cyanamid,

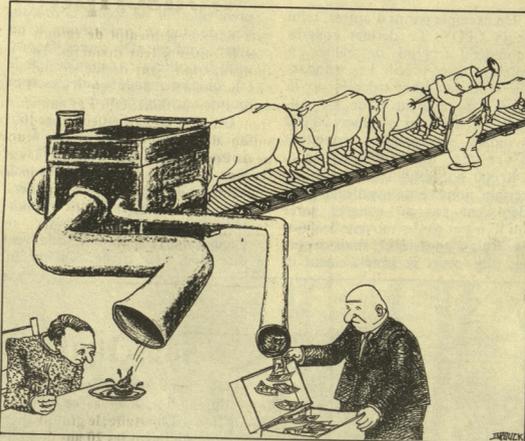
Elanco, Monsanto et UpJohn) pour commercialiser en Europe la somatotropine, alors que la législation — pour l'instant — s'y oppose.

L'affaire n'est pas neuve (1). Cette nouvelle hormone revêt une très grande importance : sa commercialisation sera le point de départ d'une importante restructuration du monde paysan. Capable d'accroître de 15 à 30% la production de lait de vache ainsi que d'augmenter de 10% son poids (plus de viande et même moins de graisse) : voilà bien de quoi bouleverser l'élevage.

La somatotropine est une hormone naturelle reconstituée. Le fait qu'elle soit identique à celle produite par la vache elle-même incite bien sûr à penser qu'elle est sans danger, puisque la bête l'élimine aussi bien. Et à long terme ? Evidemment, la vérité est qu'on n'en sait rien : on verra à l'usage !

Des industriels gonflés

Connaissez-vous la FEDESA (2) ? Cet organisme, qui regroupe les multinationales américaines (citées plus haut) et européennes (Roussel-Uclaf, Bayer...) de l'industrie chimique et pharmaceutique, a tout naturellement adressé un mémorandum au Parlement



européen pour vanter la fameuse hormone, et surtout pour qu'il vote une nouvelle loi.

Il est intéressant de remarquer l'utilisation argumentaire du trafic clandestin d'aujourd'hui dans ce mémorandum : « Le marché noir est alimenté par de nombreuses substances inconnues, non étudiées,

qui sont potentiellement ou réellement dangereuses. » Qui plus est : « il y a de très fortes présomptions que des organisations du crime soient impliquées dans la distribution des produits hormonaux frauduleux, provenant de source illégale (3) ». On tremble. Il serait donc bien plus convenable que le marché des hormones soit organisé par qui

vous savez. Il y a là comme une alternative : la mafia ou les multinationales.

L'anarchiste n'apprécie guère de tels dilemmes, et préfère la bonne chair. De plus, il est visible dans cette histoire que ce sont les profits de l'industrie chimique qui vont éliminer une grande part des éleveurs dès que la loi qui, finalement, aura été dictée par les industriels, sera votée.

Il y a tout lieu de croire que les parlementaires jusqu'ici semble-t-il apeurés par les associations de consommateurs finiront par céder aux pressions capitalistes. Depuis maintenant plus d'un an que l'offensive est lancée, la mobilisation des éleveurs s'est montrée plutôt faible sur ce sujet qui demain rendra les quotas bien plus terribles qu'ils ne le sont aujourd'hui. Tous ces éleveurs (les plus « petits », évidemment) auront alors besoin de soutien, que feront les consommateurs ?

G. L.

(1) Le Monde libertaire l'avait évoqué il y a un an (Monde libertaire n° 689 du 7 janvier 1988).

(2) Fédération européenne de la santé animale (sic).

(3) Cité dans Le Monde du 5 janvier 1989.

AGRICULTURE

Le monde rural est un mutant

JUSQUE dans les années 70, ceux qui se sentaient paysans s'installaient assez souvent, sans trop d'appréhension, soit comme agriculteur, soit dans un autre domaine d'activité ; les lendemains pouvaient être difficiles, mais ils étaient quasiment garantis.

Aujourd'hui, peut-on parler sereinement d'avenir dans l'une ou l'autre des branches d'activité ? Les habitudes sociales, la solidarité vis-

à-vis des collègues et vis-à-vis des autres travailleurs, perdent du poids devant l'avènement de la social-démocratie européenne.

En agriculture comme ailleurs, les comportements changent : ceux qui s'installent encore hésitent à trois ou quatre fois, ou alors font la tête baissée de peur de voir les nuages qui menacent. Plus nombreux sont ceux qui abandonnent faute de pouvoir mener à bien un

projet agricole dans lequel ils se retrouveraient ; entre la marginalité et la mise sous perfusion d'une politique agricole venue d'ailleurs, la voie d'une agriculture paysanne est difficile et peu pratiquée de nos jours ; la désillusion et le fatalisme la rendent encore plus inaccessible.

Le maintien d'une agriculture remise en cause

Le changement amorcé dans la politique agricole européenne s'est fait tout d'abord au travers des quotas laitiers qui ne pouvaient pas passer inaperçus : en 1983, un agriculteur européen sur trois avait des vaches laitières, et celles-ci parsemaient tout le territoire de la CEE.

Autrement dit, le lait était un bon précédent psychologique pour préparer le terrain idéologique à la dualité socio-économique (voir encadré ci-contre) et psychologique.

L'agriculture, tous secteurs confondus, voit actuellement diminuer petit à petit les protections dont elle jouissait en Europe. Les négociations CEE/Etats-Unis, et plus généralement au sein du GATT (accords sur le commerce mondial négociés entre la plupart des pays exportateurs) ont montré que les gouvernants ont bel et bien l'intention de supprimer lentement mais sûrement le soutien apporté à l'agriculture.

Les paysans d'aujourd'hui devront laisser la place à quelques entrepreneurs opportunistes d'un côté, et de l'autre côté à quelques marginaux non moins opportunistes, qui sauront vendre les biens ou services paysans (ou leur imitation).

Ceux qui ne répondent pas aux critères de réussite devront faire la place aux autres, parce que les néo-capitalistes (« vive la crise ») ont fait admettre leur système où les premiers arrivés se partagent le gâteau que tout le monde a réalisé.

Les agriculteurs qui resteront auront de moins en moins le temps de s'occuper de la gestion de l'environnement, des relations sociales, du maintien à domicile des personnes âgées et des « malades » mentaux, mais ceux qui auront été exclus (contraints de partir ou mis

dans l'impossibilité de s'installer) seront sollicités pour le faire en échange d'un statut social dégradé.

Il y a là matière à révolte, mais l'ennemi n'est plus aussi facile à cerner qu'à l'époque où nobles, clergé et bourgeois étaient les seuls à se partager la galette, alors qu'ils étaient peu nombreux.

Aujourd'hui, la politique sociale est entre les mains de politiciens et de technocrates qui ont tous en commun un arrivisme sans limites. Or, dans une société qui n'est pas anarchiste, les personnes sincères qui veulent se mêler au ramassis de parasites qui nous gouvernent finissent soit par perdre leur sincérité, soit par se faire embobiner tout en servant de caution à un système qui s'impose aux individus en leur retirant petit à petit toute autonomie (seuls les marginaux sont laissés tranquilles parce que leur indépendance est a-sociale).

En séparant physiquement les fonctions de l'agriculture, l'appareil social-démocrate qui régit l'Europe de l'Ouest s'assure un contrôle plus facile sur le monde rural qui, de fait, ne peut plus assumer directement les relations avec le monde urbain qu'il entoure.

L'agriculture paysanne, qui concilie la production de biens alimentaires variés avec les services que sont la gestion de l'environnement, l'accueil paysan ou la distribution de produits de « qualité », nécessite quant à elle une politique agricole et, plus globalement, une politique sociale qui ne soit pas fondée sur le « centralisme démocratique » et l'exclusion des « inadaptés », mais au contraire qui fait appel à la solidarité et à la complémentarité ville-campagne.

Pour revenir au monde rural menacé

Il y a des communes qui aujourd'hui encore ne vivent quasiment que de l'agriculture, où les paysans ont encore le temps de mener des activités qui ne sont pas directement rentables, mais qui leur profitent malgré tout par le biais du mutualisme. Le maintien d'un

système agricole *partiellement* permet aux anciens de ne pas avoir à aller moisir en maison de retraite, ce qui n'est qu'un juste retour des choses puisque ces retraités, qui ont participé quasi bénévolement à l'entretien des biens communaux, ont accru les ressources financières de la commune (qui profitent à tous ses habitants). En ayant contribué par ailleurs à la vie locale, ils ont acquis le « droit » de mener une retraite paisible dans le milieu rural qui en supporte la charge.

Réagir avant « 1984 »

C'est l'urgence crûment posée à certaines communes européennes, devant la mise en place d'une société duale ; il y a à quelques années, il y avait toujours espoir pour les exclus d'acquiescer un statut social non dégradé, même si dans le fond la révolution aurait pu changer plus rapidement la société et rejeter les fondements de l'exclusion.

Aujourd'hui, cet espoir n'existe plus ; la social-démocratie a choisi de maintenir une frange de la population à l'écart, et ceux qui parmi ces exclus arriveront à conquérir un statut socialement reconnu savent qu'ils le feront au détriment de ceux qui fatalement viendront les remplacer dans le monde de la déchéance.

Face au fatalisme, les anarchistes se doivent de réagir avec ceux qui découvrent tardivement qu'ils ont eu tort de déléguer leur vie à des élus politiques et professionnels qui, aujourd'hui plus que jamais, les trahissent. Il ne s'agit pas de se poser en donneurs de leçons (à peu de choses près, on aurait pu être aussi aveugle, et dans d'autres domaines on n'a pas fait mieux) ni en agitateurs démagogues (les avant-gardes ne font que passer et habitent trop les gens à n'écouter que les beaux parleurs, qu'ils soient communistes ou fascistes), mais d'accompagner simplement les actions qui peuvent contribuer à aller vers toujours un peu plus d'anarchie.

P. B.

L'effet psychologique des quotas laitiers

En Bretagne tout au moins, l'effet psychologique des quotas laitiers a pris toute son ampleur en 1987-1988. Les premières années, le changement de politique agricole européenne n'était considéré que comme passager, parce que la société ne pouvait pas, pensait-on, se permettre de détruire l'agriculture (où jusqu'alors les emplois étaient maintenus nombreux, contrairement aux Etats-Unis d'Amérique du Nord, par exemple).

Mais l'autre jour, un oncle me dit : « Sur le bulletin municipal, c'est marqué qu'il y a trente-cinq producteurs de moins de 60 000 litres (de lait de vache par an). On est bien autant à faire entre 60 et 100 000 litres. Il en reste vingt à faire plus de 100 000 litres, et y a que ces fermes-là qui pourront être reprises. Ça sera la mort de la commune, parce qu'il n'y aura plus personne pour aller entretenir "les landes" (prairies et talus boisés appartenant à la commune, NDLA) où c'est pas rentable d'y faire de l'élevage pour celui qui compte que ses sous. Avec les mauvaises terres qu'il y a ici, si on ne peut plus faire de lait, tout ira en friche au fur et à mesure des abandons ».

Le conseil municipal, comme bien d'autres dans la région, a délibéré sur la lettre que la Confédération paysanne lui avait envoyée ; il demande la suppression des quotas laitiers pour ceux qui font moins de 100 000 litres (qui se font étouffer par une mesure plus dure vis-à-vis des petits producteurs qu'envers les gros) et une véritable politique d'aide à l'installation de nombreux jeunes agriculteurs.

P. B.

NOTE

Les jeunes qui reprennent une ferme produisant moins de 100 000 litres n'ont pas le droit à un quota supérieur à ce qu'il était sur la ferme ; or les installations actuelles nécessitent davantage de capacité de production qu'avant les années 1960. Entre-temps, la modernisation a rendu non rentables des systèmes agricoles qui se tenaient avec de faibles productions. Rocard et sa clique de péquenocrates (on ne sait pas si c'est lui ou si c'est la FNSEA qui lèche les bottes de l'autre) ont choisi de favoriser la reprise des exploitations laitières par des agriculteurs bien assis (qui bénéficient de financements intéressants auprès du Crédit agricole) au détriment des jeunes qui n'auront pas les moyens de reprendre tout le foncier lié aux quotas nécessaires et disponibles entre plusieurs fermes voisines. La menace de désertification qui pèse sur cette commune (comme sur bien d'autres) ne peut plus être négligée.

LES SYNDICATS EUROPÉENS

A la recherche des adhérents perdus

LE CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) a publié récemment une étude sur les taux de syndicalisation en Europe, qui fait apparaître que les différences s'accroissent entre les pays du nord de l'Europe et ceux du sud. Et nombre de journalistes, dont Michel Noblecourt dans *Le Monde*, d'épiloguer sur les difficultés que cette disparité va engendrer pour les organisations syndicales françaises dans le cadre de l'Europe de 1993.

Moins de deux millions de syndiqués, soit 10% des salariés

Parlons d'abord de ces chiffres. Les méthodes d'investigation du CREDOC permettent indiscutablement de mieux approcher la réalité que les déclarations de chaque confédération. A prendre les chiffres avancés par chacune d'elles (les deux millions de la CGT, le million de FO, les 800 000 de la CFDT, les 300 000 de la CFTC, etc.) on arriverait à un total de cinq millions de syndiqués, alors que l'enquête du CREDOC conduit à un chiffre d'environ 1,9 million.

Un exemple parmi d'autres, celui de la CFDT. Le dernier congrès confédéral a permis de réaliser un pointage assez précis. Les mandats des syndicats étant calculés sur la base d'un mandat pour 12 cotisants en 1987, les quelques 20 000 mandats représentés permettent d'arriver au chiffre de... 240 000 adhérents ! Bien sûr, un certain nombre de syndicats ne se déplacent pas au congrès parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les frais d'un délégué, mais ce sont les plus petits et généralement ils

prennent tout de même la précaution de donner procuration à un autre syndicat. De toutes façons, cette hypothèse est annulée par le fait que les mandats calculés sont toujours arrondis par excès.

On peut dire, bien sûr, que tous les adhérents ne paient pas leurs douze timbres par an et qu'il faut bien réhausser ce chiffre pour tenir compte des cotisants irréguliers. D'accord, mais dans une proportion finalement assez faible, de l'ordre de 20%. Sinon, cela veut dire que l'on triche. Quand un

syndicat annonce que ses mille adhérents paient en moyenne six timbres par an, c'est probablement qu'il y a un bon tiers qui n'en a payé aucun et qui doit de fait être considéré comme démissionnaire.

Ainsi, pour la CFDT, l'estimation la plus raisonnable la situerait aux alentours de 300 000 adhérents. Si l'on opère le même type de réduction pour les chiffres des autres confédérations, on n'est pas loin des résultats auxquels aboutit l'enquête du CREDOC.

La querelle du modèle syndical

La désyndicalisation n'a pas fini apparemment de faire sentir ses effets, touchant encore plus durement les secteurs qui étaient déjà les moins syndicalisés ; en moins de dix ans, le taux de syndicalisation est passé de 10,9% à 5,6% dans le secteur privé, mais de 25,1% à 17,2% chez les fonctionnaires.

Depuis un siècle, coexistent deux principes fondamentalement opposés du syndicalisme : d'une part celui qui a cherché immédiatement à s'institutionnaliser pour s'octroyer les moyens de s'attacher durablement l'adhésion quasi obligée des travailleurs, que ce soit en obtenant du patronat que les conventions collectives ne bénéficient qu'à leurs adhérents ou que les cotisations soient prélevées directement sur le salaire, ou en s'assurant la gestion exclusive d'œuvres sociales importantes (mutuelles, par exemple) dont ils peuvent réserver le bénéfice à leurs adhérents.

Et, d'autre part, un syndicalisme qui s'est donné pour tâche de conscientiser les travailleurs et de les organiser pour travailler au changement de la société.

Dans le premier cas, la démarche de l'adhésion ne résulte pas d'une prise de conscience, mais ressort de la même démarche qui pousse les salariés vers les assurances sociales quand elles ne sont pas obligatoires. Dans le second cas l'adhésion est plus généralement strictement volontaire, dans la mesure où en

découlent souvent plus d'ennuis immédiats que d'avantages concrets.

On ne peut donc pas comparer le taux de syndicalisation des uns et des autres, ou alors il faudrait prendre pour référence l'audience recueillie lors des élections professionnelles ; les abstentionnistes représentent alors ceux qui n'adhèrent pas à l'idée de l'utilité du syndicalisme ; ceux qui votent pour un syndicat seraient sans doute prêts à y adhérer s'ils pouvaient en mesurer concrètement les avantages immédiats, comme dans l'autre système.

Il résulte de cette analyse que les pays où le taux de syndicalisation réel est le plus élevé sont les pays du sud de l'Europe : les 45% de l'Italie et les 25% de l'Espagne prouvent l'existence d'un syndicalisme plus fort que les 43% de l'Allemagne fédérale ou même les 70% du Danemark.

On ne peut pas prétendre vouloir que le syndicalisme soit plus fort qu'aujourd'hui et lui suggérer de prendre modèle sur ceux qui ne conservent de gros bataillons que par le jeu institutionnel, alors que le syndicalisme français pâtit déjà d'une institutionnalisation qui ternit largement son image auprès des salariés.

En fait, ce que veulent suggérer ceux qui nous vantent les mérites de ce syndicalisme fort d'Europe du Nord, c'est qu'il serait sans doute plus efficace d'avoir un grand syndicat dans les mouvances du Parti socialiste, un grand syndicat qui pourrait faire la peau de la CGT et mettre un terme à cette manie qu'ont les travailleurs français de se rebeller de temps à autre, ce qui met en péril la gestion sociale des gouvernements de centre-gauche qui se préparent.

Très peu pour nous ! Le syndicalisme doit être libre, indépendant des partis politiques comme de l'Etat et du patronat qu'il a à charge de combattre. Ceux qui cherchent le contraire sont les fossoyeurs du syndicalisme.

LEGRAND



Kaspar, une certaine idée du syndicalisme...

EMPLOI

Le travail temporaire

PENDANT la trêve des confiseurs, le gouvernement s'est inquiété du développement du travail temporaire. Autrement appelé intérim, celui-ci a en effet augmenté de 30% en un an, réduisant considérablement les chiffres de l'emploi supplémentaire.

On se souvient des chantages du CNPF qui déclarait il y a quelques temps que si les relations sociales étaient « déverrouillées », ils pourraient créer des milliers d'emplois. « Laissez-nous la liberté de licencier et nous pourrions embaucher ! », tel était le message passé aux pouvoirs publics. Ceux-ci ont lâché du lest (c'est-à-dire tenté de grignoter le code du travail...), mais côté patronal, malgré les bénéfices, cela continue de « lâcher de

l'emploi avec un élastique », selon les termes de la rue de Grenelle.

Main-d'œuvre précarisée, heures supplémentaires en augmentation, tout cela inquiéterait le ministère du Travail, et une circulaire devrait prochainement être publiée au Journal officiel.

On nous permettra de penser que c'est un peu court, et de regretter le silence du mouvement syndical. Le problème n'est pas nouveau, et au début du siècle le mouvement ouvrier et la CGT combattaient vigoureusement les bureaux de placement.

En 1900, on pouvait lire dans *La Voix du peuple* : « En de nombreuses réunions, les victimes des placards ont dénoncé les tares de ces maisons louches dont les tenanciers,

proxénètes la plupart, pratiquent par surcroît et sans risque le vol le plus éhonté. Le Parlement, qui avait bien autre chose à faire, ne s'est pas ému. Des ligues se sont constituées : les syndicats directement intéressés ont organisé contre les bureaux de placement une agitation plus active ; des meetings, des manifestations tumultueuses eurent lieu ; il en résulta des bagarres, des arrestations multiples, des condamnations nombreuses ». Cela dénotait une autre appréciation des choses, d'ailleurs les syndicats ne se contentaient pas de demander la suppression des bureaux de placement. La jeune CGT d'alors, conjointement avec les Bourses du travail, proposait une « nouvelle organisation du marché de l'emploi »

(1) :

« 1 - suppression complète et sans restriction aucune des bureaux de placement ;

2 - que dans les villes où il y a une Bourse du travail, les placements soient faits exclusivement par elle ;

3 - que dans les villes où il y a seulement des syndicats professionnels, les placements soient effectués par ces syndicats ou la fédération des syndicats ;

4 - que dans les villes où il n'y a pas d'organisation ouvrière, la charge en soit laissée aux municipalités ;

5 - que des peines coercitives de répression soient infligées contre quiconque exercera le trafic ».

(Congrès de Nantes, 1894, compte-rendu p. 86).

Bien sûr, c'était il y a longtemps et à cette époque-là le syndicalisme était vigoureux et unitaire. La lutte des classes n'était pas considérée par certains comme dépassée, et le mouvement social était conscient de sa force. Cela peut sembler vain de rappeler des faits éloignés dans le temps, mais si nous voulons nous battre aujourd'hui, il faut avoir en tête les expériences du passé.

Il faudrait aussi que le syndicalisme porte en lui des propositions de contre-société. Le peut-il encore, ou laissera-t-il légiférer et ne sera-t-il plus qu'un syndicalisme de services ? L'avenir le dira...

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Lire à ce sujet : Les fondateurs de la CGT à l'épreuve du droit, Pierre Bance (*La pensée sauvage*), et les Bourses du travail, de Fernand Pelloutier.



La Fédération anarchiste adresse un dernier salut à un vieux compagnon de route

C'est le 31 décembre 1988 que notre compagnon Jean Gil nous a quittés, à l'orée de ses quatre-vingt-dix ans. Ce lutteur infatigable a fait de la cause anarchiste le fil noir et rouge de sa vie. Fils d'ouvrier, ouvrier lui-même, il a dès son plus jeune âge participé aux luttes sociales émanant de lui-même. Autodidacte, il a tenu à témoigner par l'écrit des événements auxquels il s'est trouvé mêlé.

En 1936, lors du soulèvement du peuple ibérique contre le coup d'Etat du sinistre Franco, Jean Gil a rejoint sans tarder le camp de la révolution.

Militant de la réputée et anarcho-syndicaliste Confédération nationale du travail (CNT-ATT), il a contribué par sa présence et ses compétences, dans le domaine de l'exploitation des mines, à l'établissement du communisme libertaire et autogestionnaire dans la région de Puigcerda. Chassé d'Espagne par la victoire du franquisme (et du nazisme), il a rejoint sur notre sol la résistance française, au sein de laquelle il a continué la lutte contre le fascisme.

Après la guerre, Jean Gil a poursuivi, au sein de la Fédération anarchiste et de la Libre Pensée, la tâche exaltante de propagandiste des idéaux de paix, de liberté et d'égalité qui sont les nôtres... Avec l'humilité des militants issus de la classe ouvrière et la pugnacité du lutteur révolutionnaire et libertaire qu'il n'a jamais cessé d'être, Jean Gil a traversé ce siècle sans abandonner un seul instant la cause des opprimés...

En 1986, lors du 42^e congrès de la Fédération anarchiste, qui se déroulait cette année-là à Perpignan, Jean Gil eut le loisir d'intervenir sur un sujet qui lui tenait à cœur : le développement toujours plus grand de notre mouvement, et son implication constante dans le sein de la classe ouvrière...

Hier encore, Jean Gil était à nos côtés... Il vient de nous quitter et, pour son dernier voyage, son cerceuil était vêtu de rouge et noir ! Il restera pour nous un exemple à méditer et à suivre...

La Fédération anarchiste française, par notre intermédiaire, s'associe au deuil des enfants, petits-enfants et proches de notre compagnon disparu et les assure d'un attachement indéfectible à la cause révolutionnaire et libertaire qui fut celle de leur père, grand-père et ami...

Groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste

POLLUTIONS : BRÈVES.

• APRÈS LONDRES ?

En décembre 1952, Londres fut le théâtre d'accidents graves, à la suite de la pollution atmosphérique. Le taux d'acidité du légendaire « smog » londonien, augmenta et entraîna de nombreuses maladies respiratoires parmi la population. On enregistra, entre les 5 et 9 décembre 1952, 4 000 décès. Mexico, hiver 1988-1989, les vingt millions d'habitants sont en train de « suffoquer ». Mexico est entourée de montagnes, et la ville est située à une altitude de 2 240 mètres. L'hiver, l'air froid se stabilise au-dessus de la ville, empêchant les rejets industriels et domestiques de se disperser. Certaines estimations évaluent à 75% la part de la pollution automobile, 20% pour l'industrie, 5% au manque d'hygiène (immeubles insalubres, décharges en plein air, etc.). L'institut mexicain de pédiatrie estime (après une étude) que 70% des enfants nés à Mexico seraient contaminés par le plomb (9 microgrammes par décilitre, dans le sang). Le nombre des infections respiratoires serait six fois supérieur au reste du pays.

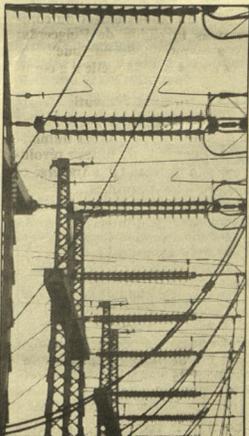
• QUAND LA NATURE S'Y MET...

Certaines régions tropicales d'Afrique sont d'une vie particulièrement difficile et les populations, qui ne vivent que de leur maigres cultures vivrières, en voient « de toutes les couleurs ». Côté nature, on connaissait les problèmes de sécheresse. Est venu se rajouter là-dessus la prolifération de criquets. Et maintenant, c'est le tour du striga ! La striga est une plante incapable d'assurer sa propre nutrition, qui s'installe en parasite sur d'autres plantes en pompant l'eau et les sels minéraux, au niveau des racines des plantes parasitées. Ces dernières finissent par se dessécher... Actuellement, le striga ferait des ravages considérables dans les cultures de sorgho et de mil des pays sahéliers d'Afrique orientale. Des scientifiques sont en train d'étudier les moyens de stopper la prolifération du striga. Mais en attendant...

• ENCORE ET TOUJOURS DES FISSURES.

Une fuite dans le sas d'entrée du matériel qui donne accès à l'enceinte de la centrale nucléaire de Chooz a été découverte par des techniciens d'EDF. De la résine a été injectée afin de colmater la fuite. Des essais d'étanchéité ont eu lieu le 7 janvier.

C. D.



AGRICULTURE

Un monde particulier

UN rapport présenté au Conseil économique et social par Marcel Le Botterf, syndicaliste de la FGA-CFDT (1), a tenté de cerner la population française travaillant dans l'agriculture et l'agro-alimentaire.

Les chiffres avancés (3 500 000 personnes, dont 1,5 million de salariés) sont toutefois à prendre avec du recul, étant donné la multiplicité des situations. On y trouve le salarié de la coopérative d'utilisation du machinisme agricole en commun,

ayant fait des études agricoles dans la même école que ses patrons, et pour qui l'aspect coopérative agricole a plus d'importance que son statut de salarié. On rencontre aussi le directeur du Crédit agricole qui a fait des études bureaucratiques dans la même école que les ministres de l'Economie et des Finances, et pour qui la défense des privilèges et de son pouvoir personnel prime sur l'aspect mutualité et coopération agricole (qui pourtant devrait se manifester au niveau du fonctionnement de cette banque de moins en moins spécifique). On y voit aussi le salarié d'une coopérative agricole de transformation pour qui la défense des acquis ouvriers prime sur l'environnement technico-économique de l'entreprise. Et ainsi de suite.

La diversité

Même au niveau des ouvriers d'exploitation agricole, il y a une sacrée diversité. Il y a toujours le « commis » sans statut, qui fait ce qu'il peut sur la ferme plutôt que d'aller en hôpital psychiatrique, sur le pavé, ou en prison (« ce qu'il peut » pouvant varier de 1 à 2 heures de travail quotidien peu pénible, à 12 ou 15 heures de dur labeur tous les jours ou presque, suivant l'état d'esprit du « commis » et de celui de ses « patrons »).

Mais il y a aussi, et de plus en plus, le salarié qualifié qui assume la responsabilité d'un atelier spécialisé, voire de l'exploitation agricole dont il est le gérant ; suivant les cas, on peut assimiler ces salariés à des ouvriers qualifiés, des contremaîtres ou des cadres supérieurs.

L'agriculture, en fait, c'est un peu comme le commerce : l'épicière qui travaille seule a le même statut professionnel qu'Edouard Leclerc qui, lui, exploite des milliers de salariés.

La situation en agriculture est d'autant plus compliquée que, si en règle générale salariés, chefs d'exploitation et aides familiaux cotisent à la Mutualité sociale agricole (MSA), il y a des différences liées au statut de l'entreprise. Si l'organisme employeur est une coopérative agricole, les salariés cotisent à la MSA ; par contre, ceux qui font le même travail dans le secteur public ou dans le privé non coopératif cotisent, eux, à la Sécurité sociale.

Quand on regarde de plus près le rapport présenté au Conseil économique et social, les 10 et 11 mai 1988, on y voit que la population salariée de l'agriculture et de l'agro-alimentaire est jeune et d'origine plus souvent agricole que celle des salariés des autres secteurs économiques. Ce qui permet d'expliquer en partie la quasi-inexistence d'une tradition syndicale digne de ce nom au sein de cette population, qui possède souvent la fibre corporatiste et cultive parfois l'ambition de se mettre à son compte un jour ou l'autre, suivant l'occasion qui se présente.

Le corporatisme

La fibre corporatiste est souvent renforcée par le fait que l'employeur peut être une association d'agriculteurs s'occupant de formation ou autre service agricole, une mutuelle ou une coopérative agricole.

Cela va parfois plus loin, comme au sein de la MSA par exemple, dont les salariés ont pour patrons les agriculteurs et les salariés de l'agriculture cotisant à ce régime particulier.

Cet organisme sera représenté à la chambre d'agriculture départementale (2) parmi d'autres représentants d'organismes agricoles ou forestiers, aux côtés de huit élus salariés (quatre en exploitation, quatre en organismes) et de 21 agriculteurs (majoritaires).

Cette organisation corporative présente ainsi l'avantage et le défaut d'associer entrepreneurs et salariés pour cogérer les affaires agricoles du département (dans le cadre toléré par l'Etat qui, lui, mène une politique agricole telle qu'il l'entend, tout en cherchant des relais professionnels).

Si les « représentants » du monde agricole étaient véritablement mandatés par leurs électeurs, les chambres d'agriculture pourraient constituer un outil intéressant (gestion directe de l'activité agricole par tous ses travailleurs) mais perdrait sans doute les pouvoirs que leur accorde actuellement l'Etat français. Actuellement, les chambres, qui sont financées par un impôt foncier, s'occupent de la gestion du développement agricole et émettent, par ailleurs, des avis en direction de l'Etat, des collectivités territoriales, des instances professionnelles...

Les habitudes sont malheureusement à la désignation, comme responsables d'organismes agricoles, de ceux qui sont considérés comme capables. C'est ainsi que les libéraux ou les dirigistes (stalinien ou démocratiquement centralistes) qui programment la disparition des paysans voisins (soit ils deviennent salariés de l'agriculture, soit ils quittent le secteur) sont, malgré tout, désignés par ces paysans voisins comme responsables du syndicat, administrateurs des organismes à statut coopératif ou mutualiste (3).



P. B.

NOTES

(1) Le rapport. Le secteur agricole et agro-alimentaire et la crise économique : des réponses économiques et sociales nouvelles et diversifiées, fait le constat d'une évolution inquiétante ; les réponses apportées ne font qu'accompagner la crise (exemple de l'accord tripartite dans l'industrie laitière en phase de restructuration, redécouverte d'activités rurales à travers des TUC, SIVP et Cie, censés redynamiser le milieu rural). On comprend dès lors que la CGT ait voté contre et que FO soit sceptique sur ce rapport.

(2) A partir de janvier 1989, nouvelle composition fixée par le décret sur « les élections professionnelles agricoles », on en reparlera au vu des résultats.

(3) Quand on voit, en ce moment, le Crédit agricole et le groupe AMA (mutuelles) se battre pour faire de l'assurance-vie, on peut s'interroger sur l'administration de ces organismes (mutualistes ?) par des personnes qui logiquement devraient éviter de mettre en concurrence Crédit agricole et groupe AMA. Mais dame...

Amis lecteurs

Afin d'améliorer la diffusion du *Monde libertaire* durant l'année 1989, nous allons augmenter ponctuellement, mais de manière importante, le tirage du journal, tout d'abord sur la région parisienne, puis ensuite en province. Ainsi, dès cette semaine, vous pouvez trouver le *Monde libertaire* dans 2 000 kiosques sur Paris et la proche banlieue, ce qui signifie une présence dans la quasi-totalité des kiosques de la région parisienne.

Durant un mois, le tirage va donc être multiplié par trois. Cet effort a bien pour but l'augmentation des ventes du *Monde libertaire*, et nous permettra d'affiner la répartition du journal entre les différents dépositaires. Et c'est là que nous avons besoin de votre soutien ! Pour toucher de nouveaux lecteurs, il ne suffit pas d'être présent partout, encore faut-il que notre journal soit correctement exposé... ce qui n'est bien souvent pas le cas ! N'hésitez donc pas à demander à votre dépositaire habituel, lorsque le *Monde libertaire* n'est pas visible, à le mettre en évidence dans ses rayonnages. Et si vous avez un peu de temps à nous consacrer, écumez votre quartier en renouvelant l'opération si c'est nécessaire. Ce soutien peut avoir des répercussions importantes au niveau de l'évolution des ventes et est complémentaire à la propagande des militants de la Fédération anarchiste. Alors, à vos baskets !

Les administrateurs

Voici d'autre part la liste des souscriptions pour les mois d'octobre à décembre 1988 :

Octobre : DRAY Jean-François (60 F) ; FALGUIERE (100 F) ; Anonyme (50 F) ; BROCA Joël (60 F) ; VIALLELE C. (60 F) ; Malfant L. (210 F) ; Anonyme (93 F) ; JOUBERT Y. (60 F) ; GENARD Michel (160 F) ; Anonyme (25 F) ; BLOCHET / CARON (60 F).

Novembre : Anonyme (50 F) ; LAGOUTTE M. C. (60 F) ; BARTHELEMY (60 F) ; BLACHON Jean (60 F) ; LABORDE Guy (100 F) ; PHILLIPO (60 F) ; Anonyme (50 F) ; VILLER (60 F).

Décembre : LENOIR H. (60 F) ; BARANZINI Vincent (60 F) ; MILLET Guy (110 F) ; VASSAL Gilbert (60 F) ; QUERANY Sylvain (10 F) ; ROLLIN (210 F) ; GALLOIS C. (70 F) ; VILLER R. (5 000 F) ; LEDUC Dominique (60 F) ; AUGUSTE P. (20 F) ; LARSEXI Claude (210 F) ; DIEUAIDE L. (60 F) ; NEEL Jacques (160 F) ; AUZANNEAU G. (60 F) ; DONDON Jean-Yves (60 F) ; RABATEL E. (60 F) ; MILLE P. (60 F) ; COLLART J. (210 F) ; ARGOU D. C. (60 F) ; Anonyme (90 F) ; Anonyme (70 F) ; GUILLEMAU E. (60 F) ; LALLEMAND S. (110 F) ; GORGE Y. (20 F) ; GRANDHAYE P. (60 F) ; DOMINGO F. (60 F) ; REITZER A. (60 F) ; FLERIOT (50 F).

Total : 8 678 F

Total pour l'année 1988 : 27 496,05 F

Nous remercions de tout cœur chaque souscripteur qui, en fonction de ses moyens, a permis au *Monde libertaire* de se développer et de propager toujours plus les idées libertaires. Nous continuerons bien sûr cette année de publier régulièrement la liste mensuelle des souscriptions. Si vous avez un peu (ou beaucoup !) de monnaie, n'hésitez pas !

NUCLÉAIRE

Les lacunes de Super-Phénix

DANS le *Monde libertaire* du 24 novembre, nous vous avons parlé des problèmes techniques que connaît actuellement le surrégénérateur de Creys Malville. Rappelons brièvement les événements :

- 1984, la phase de remplissage des cuves de sodium est retardée par des restes d'oxygène qui adhèrent aux parois ;
- janvier 1986, avec trois ans de retard, la centrale est couplée au réseau. Elle atteint son fonctionnement normal à la fin de la même année ;
- février 1987, un incident sur l'installation de production d'électricité provoque 8 jours d'arrêt. La remise en route se fait à 50% de la marche normale ;
- le 3 avril 1987, EDF annonce une fuite de sodium au niveau du barillet, fuite qui, on l'apprendra plus tard, avait commencé le 8 mars ;
- fin mai 1987, Super-Phénix est de nouveau arrêté à la demande du SCSIN. Un réexamen des dossiers de conception, fabrication et contrôle des barillets est proposé par ce service. Suivra également une expertise des soudures de la cuve principale. Selon le dossier technique en effet, un incident sur le barillet n'était censé arriver qu'une fois en 10 000 ans ;

- mars 1988, les résultats de l'expertise sont rendus publics. Il y a des défauts de soudures. Durant tout ce temps, des technocrates d'EDF, du CEA, appuyés par des élus de la région de Creys Malville font pression pour que la centrale redémarre, allant même jusqu'à évoquer « le moral » des techniciens de la centrale, que l'arrêt « mettrait à bas » ! (1) ;
- mi-novembre, la décision pour le redémarrage de la centrale doit être prise ;
- 19 et 20 novembre, manifestation de 1 500 Genevois qui demandent

une nouvelle expertise, effectuée par un organisme spécialisé indépendant. Trente Français seulement participent à la manifestation ;

• le 23 novembre, le ministre de l'Industrie déclare qu'il ne transigerait pas sur la sécurité.

Puis, plus de nouvelles. La centrale reste à l'arrêt. Mais dans le numéro du mois de janvier de *La Recherche* (2), nous apprenons : « Alors que les dossiers du redémarrage de la centrale nucléaire Super-Phénix étaient encore en examen, un bruit persistant courait à l'automne dans les milieux bien

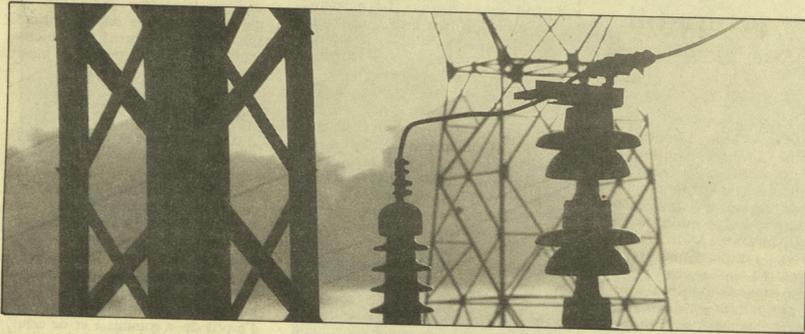
informés : de nouvelles fissures auraient été découvertes dans l'acier 1 503, qui constitue le matériau de base du barillet où s'était produite, en mars 1987, une fuite de sodium. Cette fuite avait conduit les autorités de sûreté à demander peu après l'arrêt de la centrale. Les rumeurs sont aujourd'hui confirmées et les implications sont loin d'être négligeables. En effet, les endroits où ont été observées les nouvelles fissures n'ont pas subi les contraintes et agressions fortes qui avaient été, selon EDF, à l'origine des premiers défauts observés. EDF devra donc

fournir une autre explication, faute de quoi la nouvelle utilisation du barillet, à savoir son remplissage par de l'argon pour stocker provisoirement les combustibles (3), risque de ne plus être défendable ».

C'est bien la première fois que le lobby du nucléaire, en France, est ainsi mis à mal ! L'accident de Tchernobyl aurait-il fait évoluer vers « un peu plus de bon sens » certains spécialistes ? Il faudra attendre les résultats définitifs de cette bataille d'experts dans laquelle EDF ne joue pas le « bon rôle ». Remarquons que les médias font le silence total sur cette affaire ! Evidemment, entre la célébration d'un bicentenaire et les fissures d'un surrégénérateur, il faut choisir ! Tout cela sur le dos des populations. Et si le ministre avait suivi les conseils des techniciens d'EDF ? Un deuxième Tchernobyl ? Il est aberrant que des décisions de ce genre ne reposent que sur la tête d'un seul homme !

CHRISTIAN
(liaison d'Evreux)

- (1) Voir les articles parus dans le quotidien *le Monde* à cette période.
(2) Revue mensuelle d'éditions scientifiques n° 206, page 12.
(3) Voir *le Monde libertaire* n° 727.



POLLUTION

Réflexions sur l'évolution technique de notre société

Il faut parfois rappeler la signification que nous donnons aux mots. Le nombre d'idées mal comprises, vidées de leur originalité, détournées de leur sens (parfois pour des buts opposés), est infini. Le terme « anarchie », devenu synonyme de désordre, est à ce sujet exemplaire !

De l'écologie

Le mot « écologie » est formé des termes grecs *oikos* (habitat) et *logos* (science). Il aurait été élaboré en 1866 par le biologiste allemand Ernst Haeckel (1834-1919). Ernst Haeckel définissait l'écologie comme étant la « (...) science des relations de l'organisme avec le monde extérieur environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, science des conditions de l'existence (...) ». Plus tard, des scientifiques subdivisèrent l'écologie en autécologie (étude des relations entre un individu isolé et son milieu) et synécologie (étude des relations des communautés d'organismes avec leur environnement). Mais l'écologie faisant appel à des connaissances diverses : physique, chimie, biologie, etc., elle peut être aujourd'hui définie comme l'ensemble des connaissances et des études sur les relations entre les organismes vivants et leur environnement.

Si les connaissances de l'écologie sont utilisées pour étayer des actions politiques, sociales ou autres, trop souvent, ces actions politiques, sociales et autres sont assimilées à l'écologie (1) ! La confusion est d'ailleurs parfois bien entretenue (2). Ce bref rappel était donc nécessaire et, avec cet article, nous allons nous apercevoir que les idées sur les relations entre l'espèce humaine et son environnement, peuvent être très différentes de celles qui sont parfois répandues par les mouvements appelés à tort écologistes.

Au fil du temps

En faisant abstraction des conséquences de l'action humaine sur la nature, nous savons aujourd'hui que notre environnement n'est pas

figé. Il a son « histoire », son évolution physique, chimique, biologique. A l'échelle des temps géologiques, cette évolution est importante. Les climats, la géographie se modifient. De nombreuses espèces vivantes, animales et végétales, se succèdent, dont il ne reste généralement que des traces fossiles (3).

Pour notre propre histoire, celle de l'espèce humaine, il nous est encore difficile d'imaginer de façon « précise et exacte » la vie de nos ancêtres, même à des périodes « récentes » comme le néolithique (4). Néanmoins, par rapport aux conditions de vie que nous pourrions connaître de nos jours, le quotidien de nos ancêtres a souvent dû être difficile, ne serait-ce que pour se protéger des variations climatiques, des maladies, se nourrir régulièrement.

Vu sous cet aspect, il est difficile de parler de relations « harmonieuses » avec la nature. Il s'agit plutôt de relations de dépendance ! Ce n'est que progressivement, par nos capacités, que nous avons pu, non pas nous libérer de cette dépendance, mais utiliser ces phénomènes naturels afin d'améliorer nos conditions d'existence et aussi, sans doute, pour notre plaisir (5) !

Un revers à la « médaille »

Si nous tirons un bilan provisoire de notre évolution sur ce point particulier, nous pouvons dire qu'il est positif. Car si, aujourd'hui, de nombreuses personnes vivent dans la misère et crèvent de faim, ce n'est plus seulement à cause de phénomènes naturels. Les raisons sont plutôt à chercher dans l'organisation de notre société. Le problème n'est plus un manque de moyens ; nous avons, dans la presque totalité des cas, les possibilités matérielles de mettre un terme à la misère et la famine. Aujourd'hui, le problème est social ! Et sur l'organisation de la société, le mouvement anarchiste n'a-t-il pas des critiques intéressantes, des propositions constructives à formuler ?

De même que notre environnement et que notre propre espèce

évoluent, les outils que nous fabriquons, nos connaissances, sont de plus en plus complexes et élaborés. Et c'est avec l'évolution de nos outils et de nos connaissances que nous pouvons utiliser, de façon toujours plus avantageuse à notre survie et pour notre plaisir, les phénomènes naturels.

Mais cette évolution dans la fabrication et l'utilisation de nos outils, a des conséquences (conséquences découvertes par l'évolution des connaissances) qui sont, de notre point de vue, négatives.

D'une part, le phénomène de complexification entraîne une spécialisation des connaissances et du « savoir-faire », ce qui, avec les structures actuelles de la société, facilite les prises de pouvoir (6). D'autre part, nos outils dégradent de plus en plus notre environnement, environnement avec lequel nous avons toujours des relations de dépendance, et sans lequel nous ne pourrions pas vivre.

Nous vous avons déjà parlé, dans le *Monde libertaire*, de quelques-unes de ces dégradations. En établir une liste à peu près complète nécessiterait beaucoup de travail. Citons seulement, parmi les formes actuelles de pollutions industrielle et domestique : les rejets de métaux (mercure, plomb, cadmium, arsenic, chrome, cuivre, nickel, zinc) ; les déchets organiques des élevages industriels, les engrais ; les intoxications dues aux insecticides, aux désherbants... Il y a aussi des problèmes considérés comme plus « généraux », dont les causes, les mécanismes et les conséquences sont mal connus comme, par exemple, la dégradation saisonnière de la couche d'ozone au-dessus des pôles (nord et sud) ; le réchauffement du climat dans de nombreuses régions ; les marées d'algues, etc.

Mais ces dégradations de l'environnement, dont nous venons de vous donner un bref échantillonnage d'actualité, sont-elles propres à la société humaine actuelle ?

Mythe ou réalité ?

« (...) il faut en finir avec le mythe selon lequel l'homme, con-

trairement à aujourd'hui, vivait autrefois en harmonie avec l'environnement. En fait, il y a bien longtemps que nous altérons la nature (...) ».

Cette opinion d'archéologue (7) fait suite à une série d'études, dont dernièrement celle d'Hollywell Combe, en Angleterre. Ce site, occupé durant l'âge de bronze (8), était encore récemment recouvert d'un important dépôt de craie. Ce dépôt venait de l'érosion des flancs de la vallée où se trouve le site. Selon les archéologues, l'érosion aurait commencé après que nos ancêtres aient effectué un déboisement. Les dépôts de craie empêchant la culture du sol, le site aurait été abandonné.

La dégradation de l'environnement ne serait donc pas une particularité propre à la société industrielle actuelle. Nous pouvons supposer que dès les temps les plus anciens de notre histoire, nous avons (comme d'ailleurs toutes les espèces vivantes) dégradé notre environnement.

Néanmoins, il faut préciser que les dégradations de l'environnement de nos ancêtres n'avaient pas l'importance quantitative ni la diversité qu'elles ont aujourd'hui ! Ce n'est qu'au fur et à mesure de notre évolution, que le phénomène a pris de l'importance. Des analyses de calottes glacières, effectuées ces dernières années, aussi bien au Groenland qu'en Antarctique, montreraient une augmentation brutale de résidus dans les couches de glace, correspondant à la révolution industrielle du XIX^e siècle. C'est à cette époque, en effet, qu'a débuté l'exploitation et l'utilisation massive du charbon et d'autres minerais.

Et demain ?

Il faut nous méfier des problèmes traités trop rapidement, des conclusions aussi hâtives qu'erronées, des tendances au catastrophisme. Mais sans avoir, ni la volonté ni l'intention de lire dans le marc de café, je pense que les formes actuelles de pollutions vont nous poser dans les prochaines années des problèmes (peut-être aussi importants que les

inégalités économiques) sur l'organisation de la société. La façon dont les technocrates règlent en ce moment le problème des trafics de déchets industriels et domestiques (9) en est un révélateur...

Aujourd'hui, un retour à une société aux structures de type « moyenâgeux », c'est-à-dire basée sur des communautés rurales et artisanales, n'est guère envisageable. Je pense que l'avenir passe par la poursuite de l'évolution technique. Les problèmes se posent surtout sur l'organisation et l'exploitation de cette évolution technique. Nous devons trouver des solutions nous permettant de structurer notre société sur des bases économiques égalitaires, tenant compte aussi des relations avec notre environnement. D'autre part, l'accroissement des connaissances va accentuer toujours plus le phénomène de la spécialisation. Pour éviter de « fracturer », des prises de pouvoir dans un domaine particulier, il faudra trouver des structures d'échanges, aussi bien à l'intérieur de chaque spécialité qu'entre les spécialités (9). Notre objectif n'est-il pas de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ?

CHRISTIAN
(liaison d'Evreux)

NOTES

- (1) Notamment dans le mouvement anarchiste.
(2) Voir les dernières affiches électorales « pour l'écologie ».
(3) Voir les connaissances en archéologie.
(4) Période comprise entre 8 000 et 3 000 ans avant Jésus-Christ.
(5) Henri Laborit : *L'Homme imaginaire*.
(6) Voir le « lobby » du nucléaire en France.
(7) Science et avenir n° 499 de septembre 1988.
(8) Période faisant suite au néolithique et comprise entre 3 000 et 1 000 ans avant Jésus-Christ.
(9) Voir *Monde libertaire* n° 713, 714, 716, 718 et 732.

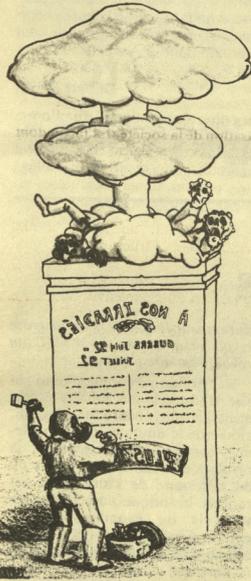
NOUVELLES DU FRONT

• « PÉDAGOGIE ET DÉFENSE ».

C'est le thème du premier colloque organisé par le CEGED. Qu'est-ce ? Il s'agit du Cercle des enseignants pour la géostratégie et la défense, créé en 1986, qui regroupe non seulement des enseignants de toutes disciplines et des militaires, mais aussi des chercheurs, des informaticiens, des médecins et des psychanalistes. L'objectif de cette structure est de développer « l'information et la formation de toutes les personnes qui travaillent en liaison avec l'Education nationale ». Enseignants, sous l'uniforme tu restes un travailleur !

• ARGENTINE.

Après la énième rébellion militaire, la collusion de la hiérarchie militaire avec les rebelles est de plus en plus évidente. Aujourd'hui, l'état-major de l'armée « démocratique » (!) ne se cache plus de clamer haut et fort que, sous la dictature, les militaires ont « fait la guerre » et que les Argentins devraient leur en être « reconnaissants »... Surtout les victimes, les « disparus » et les torturés ! De concessions en concessions, le régime de M. Alfonsín tend le cou au couteau qui l'égorgera.



• FORCLOS.

Une lettre qui arrive « hors délai », une erreur de date et on ne peut plus « bénéficier » du statut d'objecteur de conscience. C'est ce qui est arrivé à Christophe Albouy. « Encaserné », il refuse de porter l'uniforme et se retrouve incarcéré depuis le 21 décembre. Le 18 janvier, il sera jugé au tribunal correctionnel de Poitiers pour refus d'obéissance et risque au minimum 15 mois d'emprisonnement. Pour le contacter : Christophe Albouy, maison d'arrêt, 209, rue du Faubourg du Pont-Neuf, 86000 Poitiers (tél : [16] 49.44.01.15).

• CHANGEMENT.

Nouveau numéro de téléphone, depuis le 1^{er} janvier, pour appeler le répondant antimilitariste : (16.1) 45.65.95.25. Toutes les infos sur les procès d'objecteurs et d'insoumis...

G. HOST

COMME tous les ans, le « Dakar » a soulevé des polémiques sordides. Il s'agit actuellement de la compétition sportive la plus controversée. A tous les niveaux, tout le monde fait des pieds et des mains pour y jouer un rôle, fût-il critique. On a l'impression que les observateurs et certains organisateurs se livrent à un concours : qui soulèvera le plus beau scandale ? On se traite

d'« incompétent » ou de « fou » (la Cinq du jeudi 5 janvier). Mais seuls des organes de presse engagés osent poser les vrais problèmes, ceux qui touchent au fond des conséquences négatives du Paris-Dakar (cf. le Monde libertaire n° 733 du 5 janvier 1989).

Et dans tout cela, que devient le sport ? Les magouilles, le folklore le condamnent-ils ?

A regarder l'histoire des grands rallies, on serait tenté de répondre « oui ». Par exemple, le Monte-Carlo avec, depuis les premières années, de constants changements de règlements, favorisé à chaque fois telle ou telle marque. Les amateurs et les autres usines ne sont là que pour la figuration et le spectacle. Lorsqu'un outsider crée la surprise, il s'agit d'une exception qui confirme la règle. Mais dans tout cela, que devient le sport ?

D'un côté, il y a des amateurs fortunés ou sponsorisés, de l'autre des techniciens de haut niveau qui, comme tout ouvrier, font leur travail selon les capacités de leurs outils. Plus de rares amateurs.

Voilà pour les sports mécaniques. Mais, le sport en général n'est-il qu'une gigantesque illusion ? Lorsque l'on se penche sur l'hypocrisie des derniers Jeux olympiques, on peut répondre « oui ». Y a-t-il une différence fondamentale entre le dopage par anabolisant et celui, beaucoup plus subtil, mais tout aussi artificiel, basé sur l'entraînement intensif et des traitements médicaux à long terme ?

Mais ces aspects très négatifs doivent-ils condamner le sport en général ?

Vatanen perdra-t-il son nounours fétiche ?

Cette année Vatanen perdra-t-il son nounours fétiche ? L'année dernière, on lui avait tout volé. Cette année quel « gag » viendra relancer l'intérêt médiatique d'une course jouée avant le départ sur le plan sportif. Les différences techniques des bolides et les écarts entre les moyens financiers investis par les différents concurrents sont tels que Peugeot ne peut pas perdre, sauf fait exprès.

La douzième édition du « Dakar », en 1990, sera pensée pour une autre marque. Laquelle ? Les paris (-Dakar) sont ouverts.

O.

HUMEUR

Le lapinisme

AVANT la disgrâce posthume de Staline et de ses aphorismes, qui avaient le plus souvent le droit aux honneurs de la citation, le plus connu de tous était sans doute celui-ci : « l'homme est le capital le plus précieux ». C'est pas croyable mais c'était comme ça du temps de Staline. Et Jean Kanapa en bon « porte-coton » renchérisait : « Staline est le plus grand humaniste de tous les temps. »

La formule de Staline ne prend tout son sens que si l'on veut bien se rappeler que les mots de « capital » et de « cheptel » ont la même identité. Ici et maintenant, en France, toute la gente qui pense affirme que la population vieillit ; ce qui est normal avec les progrès de la médecine : on vit mieux.

C'est pas pour cela que l'on doit procréder à l'infini. Nous sommes dans un monde nouveau. Monde qui n'a pas d'exemple dans l'histoire ; un point c'est tout ! Donc, l'homme est le plus précieux cheptel de l'Etat, et l'Etat ne peut avoir de plus grand souci, de plus grand intérêt, que l'accroissement et la multiplication de ce cheptel : cheptel militaire, cheptel fiscal, cheptel producteur et consommateur dans ce monde capitaliste, cheptel civique pour les élections, cheptel des âmes pour les cagots enfin. Malheureusement, l'accroissement illimité de ce cheptel est ralenti. Le droit à la vie de tous les spermatozoïdes est remis en cause.

Et pourtant, un préservatif sur deux est mauvais, selon la revue 50 millions de consommateurs. Ralentissement donc de la procréation qui se justifie d'une part par l'insuffisance des ressources alimentaires (sauf en France et en Amérique, où l'on met les terres en jachère), d'autre part, par la fécondité limitée des femmes.

L'insuffisance des ressources alimentaires a donc déjà contraint certains pays (l'Inde, la Chine, la Japon) à prendre, à contre-cœur et provisoirement, des mesures tendant, directement ou indirectement, à la limitation des naissances. Dans le monde occidental, il y a le Planning familial et une certaine propagande pour l'avortement, bien insuffisante (Serge Livrozet a même écrit un livre intitulé *Lettre à l'enfant que je n'aurais pas*). Tout cela n'empêche pas l'augmentation des populations.

Longtemps, on a cru qu'il ne fallait pas compter sur les progrès de l'agriculture et que l'alimentation chimique allait la remplacer. Maintenant, on constate que c'est l'industrie chimique qui nourrit l'agriculture avec certains déboires il est vrai. On ne sait pas du tout ce que cela va donner sur les générations futures. La critique a été faite par les écologistes, et ils ont complètement raison.

L'élaboration d'une alimentation agricole chimique ouvrira-t-elle au genre humain la voie de l'accroissement infini. De plus, elle pourrait permettre la suppression de pas mal d'agriculteurs (secteur dit retardataire) et permettre enfin la fermeture des campagnes. La surface du globe pourrait être mise aux mains de nos urbanistes, pour une lapinisation universelle !

Il y a quelques temps encore, on ne voyait pas de remède à la stérilité des femmes. Tout mâle peut féconder autant de femmes qu'un évêque peut en bénir, mais aucune femme ne peut enfanter plus d'une fois tous les neuf mois pour ne mettre au monde qu'un enfant. Les naissances multiples peuvent devenir des banalités quotidiennes, les bébés éprouvettes, les mères porteuses sont des réalités que la science nous donne.

PARIS-DAKAR

Quoi de neuf ?

Non, car en soit le sport n'a que les valeurs que lui met la société économique et politique qui l'utilise. Les sports mécaniques en sont un bon exemple. Leur justification consiste dans l'amélioration de la technique en la confrontant à des conditions extrêmes. Simple prétexte, sauf si sont pris en compte les critères respectant l'écologie et des impératifs d'utilité pour le plus grand nombre.

Mais, surtout pour une épreuve comme le Dakar qui touche aux relations avec le tiers monde, cela n'est possible que si les impératifs industriels et politiques sont modifiés. Le sport n'a que les conséquences et les significations que ceux qui ont du pouvoir sur lui veulent bien lui donner.

OLIVIER (Gr. de Créteil)



« Antoine va te faire couper les cheveux... »

« Antoine va te faire couper les cheveux... », ainsi commençait le tract distribué à Orléans le samedi 7 janvier par le Comité de soutien aux réfractaires et ses sympathisants (une vingtaine de personnes). Manifestation de soutien car Antoine Gasnault, objecteur insoumis, passe en cour d'appel suite à la demande de mise en liberté mais également d'information sur Antoine Gasnault, qui croupit depuis presque un mois dans la prison d'Orléans. Ce mois de prison, il le doit à l'acharnement judiciaire de juges bornés prêts à interpréter n'importe quels textes, pourvu que ceux-ci laissent Antoine en prison. La justice s'est intéressée à Antoine depuis 1986, depuis qu'il s'est insoumis à son affectation. Par deux fois, elle le condamne à un an de prison sans cette fois-ci le mettre en préventive, hasard de la presse relatant abondamment le cas, hasard d'un comité de soutien ou hasard de juges... (j'en doute plus)... Antoine restera libre jusqu'au 15 décembre 1988, car la cour d'appel cassera ses procès pour vice de forme. Le beau vice qui a permis aux objecteurs de rester en liberté entre 1985 et 1988 (rappel : le ministère de la Défense avait oublié de porter plainte). Je passe sur mai 1988. L'amnistie politique des réfractaires est votée le 20 juillet, et ceux-ci seront amnistiés s'ils se présentent à leurs administrations de tutelle. Des objecteurs insoumis, dont Antoine, le font le 9 décembre (voir Monde libertaire du 10 novembre). C'est vers la même période que le tribunal reçoit la plainte du ministère de la Défense et condamne par défaut Antoine, qui avait changé d'adresse et ne connaissait pas ce jugement. Lorsqu'il est informé qu'il est condamné à un an de prison (encore), il part faire opposition. Rien à craindre pense-t-il, je suis amnistié... il n'en est rien... à peine sa signature terminée, il est envoyé en taule avec une nouvelle date de procès pour le 19 décembre, cinq jours plus tard. Le jour du procès, seul, son avocat (De Félice) est présent pour le défendre devant des juges irrités par cet objecteur libre après deux ans de procédure. Et c'est là qu'il est possible de voir jusqu'où peut aller la machine judiciaire lorsqu'elle veut s'attaquer à un individu.

Antoine arrive menotté, il repartira idem. Malgré De Félice, et la jurisprudence de la cour d'appel de Dijon, qui avait reconnu en 1985 que la préventive n'est pas applicable aux délits militaires, et donc aux objecteurs (évident, n'est-ce pas ?), et malgré l'amnistie qui d'après les juges ne s'applique pas aux futurs récidivistes comme Antoine Gasnault. Cette interprétation erronée peut l'être. Ce sont eux les juges. Alors vite fait mal fait ils jugent... au moins jusqu'au vendredi 13 janvier, à 14 h. Dénoncer cette situation devient urgent, déjà des lois répressives enferment inutilement, maintenant voilà les juges inutiles interprétant l'amnistie.

Philes ULIS

Pour soutenir Antoine Gasnault envoyez des télégrammes : Juge de la cour d'appel d'Orléans, Palais de justice, 45000 Orléans.

Le « Grand Conseil d'éthique » près du gouvernement veille à tout cela ; il supervise même ! Là non plus on ne sait pas trop ce que cela va donner au cours des générations. Va-t-on assister à des mutations ? Il faudrait voir à voir, on peut tout attendre des progrès futurs de la science et de la médecine. Il est vrai, et c'est à regretter, que des enfants naissent et vivent trop souvent idiots, aveugles et sourds-muets. Mais là encore, les progrès de la physiologie, de la médecine et de la neurologie n'interdisent aucun espoir.

D'ailleurs, vu les progrès de la technique, en particulier de la

cybernétique, il n'est pas indispensable que toutes les têtes du cheptel décrit plus haut voient, entendent, parlent et comprennent ; car « ce sont toujours des âmes », comme dit le curé de ma paroisse. Dans le « meilleur des mondes », croissez et multipliez vous enseignez la Bible. Mais enfin, nom de Dieu !, cette morale doit prendre fin. Elle était bonne pour la survie de l'humanité dans les temps anciens, mais parfaitement dépassée dans le monde actuel.

Paulo CHENARD

ARMÉNIE

Un peuple menacé dans son existence...

AU-DELÀ de la solidarité indispensable envers un peuple frappé par le sort, solidarité dont il convient de contrôler la finalité, mon propos est d'informer, de sensibiliser les lecteurs sur la situation dramatique du peuple arménien. Cette situation, que les médias ne traitent pas ou peu, est antérieure au séisme et se poursuit en s'aggravant aujourd'hui.

Une situation dramatique

Les informations dont je dispose sont non officielles pour la plupart. La diaspora arménienne est en



contact quotidien avec ceux d'Erevan. Un film amateur a été rapporté et diffusé par la télévision canadienne, on y voit des soldats russes déblayant les ruines d'une banque, pendant qu'à quelques pas des sauveteurs civils, avec leurs mains nues, essayent de

sauver des blessés sous les décombres. Ceci est un fait tangible, d'autres faits peuvent sembler sujets à caution... ou incroyables en raison de leur horreur. Mais doit-on attendre la vérification des faits pour réagir, cela prendra du temps... le temps peut-être que le peuple arménien soit exterminé... (en 1940, personne ou presque ne croyait aux camps d'extermination nazis, la preuve fut apportée cinq ans plus tard avec six millions de morts).

Par ailleurs, les Arméniens sont « habitués » aux génocides. Ils sont prompts à réagir mais parfois maladroits. On les écoute poli-

repris, peut-on employer le mot de « génocide »... c'est l'histoire qui le dira, mais ces massacres doivent cesser, quelle que soit leur importance réelle !

On connaît surtout le génocide de 1915 (environ un million de morts) dans la région d'Arménie, aujourd'hui turque, et l'exode qui s'en est suivi. Mais il ne faut pas oublier que les nazis ont exterminé aussi des Arméniens... et d'autres peuples non aryens. Au XIX^e siècle, d'autres massacres ont eu lieu, c'est presque étonnant que ce peuple existe encore avec une histoire pareille. La situation géographique, sur le passage des grandes invasions, la situation économique avec ses terres très fertiles, expliquent peut-être cet acharnement, ainsi que leur refus de s'assimiler aux conquérants.

Une minimisation systématique

En février et mars 1988, à Soumgaït, sur le littoral de la mer Caspienne, en Azerbaïdjan, les émeutes ont provoqué la mort de 31 Arméniens, selon l'Agence Tass, de 300 selon des sources occidentales, en réalité de 536 selon les certificats de décès. Pourquoi cette minimisation systématique ? Comment croire la presse française, qui aime bien Gorby, lorsqu'elle oublie ou déforme des faits ?

J'ai eu honte en lisant des journaux comme *Le Monde*, qui titrait après le séisme : « *Le froid et la neige gênent les secours* », pour ce journaliste le couvre-feu n'est pas gênant... Car c'est surtout de cela qu'il s'agit, on accuse l'Armée russe d'incapacité et personne ne rigole... Les secours

sont volontairement sabotés, par le couvre-feu, par le manque de moyens logistiques, qui existent pourtant. Combien de blessés aujourd'hui morts auraient été sauvés si ces moyens avaient été utilisés ?

L'appel aux secouristes occidentaux a séduit ceux-ci, c'est une grande première ! Ceux-ci ont paré au plus pressé : sauver les vies qu'on pouvait encore sauver, malgré les autorités soviétiques qui les « génaient » plus que le froid.

Que dire, que penser, des Azéris dansant dans les rues de Bakou, après l'annonce du séisme ? Comment interpréter l'envoi des orphelins dans d'autres régions, si ce n'est une volonté de déplacement de population ? Pourquoi cette précipitation à vouloir raser les décombres, alors qu'il y avait encore des survivants ?

Comment nommer la décision de construire et de maintenir en activité une centrale nucléaire dans une zone hautement sismique ? Cette centrale est stoppée, aux dernières nouvelles, mais combien de temps restera-t-elle dangereuse ?

Pourquoi arrêter, dix jours après le séisme, des membres du Comité Karabagh, ainsi que 150 sympathisants, alors qu'ils agissent au grand jour depuis plusieurs mois, alors que leur préoccupation majeure était devenue l'organisation des secours ?

Que dire du journaliste de France Info, qui annonce tranquillement que 150 pillards ont été arrêtés ? Qui pille, les Arméniens secouristes ou les autorités qui entassent les vivres et les couvertures à Moscou ? Ou certains sol-

dati qui vendent celles-ci aux sinistrés ?

Comment juger les intellectuels français, déjà étrangement silencieux lors de la répression en Algérie, et qui continuent de se taire, alors qu'ils sont informés du drame actuel ?



Lorsque ces lignes seront lues, certaines questions auront trouvé des réponses qui, peut-être, poseront à nouveau de nouvelles questions. Mais de questions en réponses, il ne faut pas se laisser endormir, alors qu'un peuple est menacé dans son existence !

Gilbert ROTH

Source : Le dossier Karabagh, Institut Zoryan, 5, rue A. Cabanel, 75015 Paris.

CUBA

La révolution cubaine trente ans après

IL y a peu leurs posters tapisaient les chambres de tous ceux qui s'essayaient à la révolte, ils s'étaient à pleines pages des publications en tant soit peu progressistes et ils faisaient chaud à la plupart des cœurs en mal d'espoir. Ici on les étudiait, on les récitait ou on les rabâchait ; là on les encensait, on les admirait ou on les vénérât ; et ailleurs on les recopiait, on les annonçait ou on les défilait. Bref, c'est peu dire que leur omniprésence se voyait et s'entendait.

Il faut dire qu'ils avaient fière allure. Le cigare de l'un, le béret étoilé de l'autre, leur regard de braise sur fond de barbe et de battle-dress, un charisme en béton armé dans la fierté d'avoir damé le pion à l'impérialisme yankee... ça marchait un max. Ça impressionnait le monde. Le petit monde des consommateurs chromosomiques de prêt à penser de prêt à croire. Et le vieux monde d'un réalisme qui en avait pourtant vu d'autres

Des valeurs sûres du hit-parade politique ?

Ils, c'étaient Fidel Castro, le commandant Che Guevara et la révolution cubaine. Des valeurs sûres au hit-parade politique d'une certaine génération. Sûres !

Aujourd'hui, trente ans après, le renversement de Batista, on a du mal à imaginer qu'il ait pu en être ainsi. La silence, en effet, a fait place à la clameur et seule la gêne fait encore office de murmure. Même la LCR, qui s'époumonait à grands « *Ho Ho Ho Chi Min, Che Che Che Guevara* » que veux-tu, se tait, à telle enseigne qu'en un an elle

n'a pas réussi, dans *Imprecor*, sa revue spécialisée dans les problèmes internationaux, à publier un seul article sur Cuba. Dur !

Certes, le temps des renégats n'est pas vraiment propice aux commémorations, et il ne faut pas compter sur un Régis Debray pour évoquer, du fond de son fromage de conseiller présidentiel, l'éternelle révolte de la jeunesse dont il avait cru qu'elle était la nouvelle jeunesse de la révolte.

Certes, on sait désormais — mais on pouvait également le savoir hier — via, notamment, des gens comme Armando Valladares, que le régime castriste sombra presque d'entrée de jeu dans un totalitarisme sanguinaire n'ayant rien à envier au grand frère soviétique ou au cousin cambodgien.

Certes, à l'heure où le néo-rocardien Gorbatchev s'essaye à réformer l'irréformable, l'entêtement de Castro à refuser d'évoluer en fait un brontosaure terré dans une niche écologique où le voisinage d'un Honecker et d'un Ceausescu n'a rien pour enthousiasmer les foules.

Certes, certes... mais quand même, sont-ce là raisons suffisantes pour faire, à l'occasion de ce trentième anniversaire, comme si Cuba n'existait pas et n'avait jamais existé. Allons, allons, camarades, comme disait le « grand » Lénine, « *les faits sont têtus* » et ils finissent toujours par rattraper ceux qui les ignorent pour leur mordre la nuque. Cuba vous ferait donc tant mal à l'âme que ça ?

A l'origine, l'histoire de la révolution cubaine commençait pourtant comme un conte de fées. En mars 1952, Batista faisait un coup

d'Etat et instaurait la dictature. En juillet 1953, l'avocat démocrate Castro attaquait la caserne de Moncada et se faisait étriller. La répression était féroce, mais en octobre Castro pouvait utiliser son procès comme une tribune et faire connaître dans *L'histoire m'acquittera* le programme initial de la révolution. Condamné, puis libéré peu après, il remettait ça et, en décembre 1956, c'était l'expédition du « Granma » et le débarquement sous le feu de l'ennemi. Douze militants seulement réussirent à passer, et ce fut le début de la « longue marche » et de la lutte armée. En janvier 1959, Castro, Che Guevara et ce qui était devenu une armée triomphaient et chassaient Batista du pouvoir. Restait à mettre une alternative en actes. Et là... Pendant quelques années, Castro, qui n'était ni communiste ni marxiste-léniniste, surfa sur l'ambiguïté. Dans un premier temps, il laissa le pouvoir aux mains de politiciens « démocrates » qui ne voulaient pas changer fondamentalement les choses et, entre autres, refusèrent de s'engager sur la voie de la réforme agraire. Aussi, il se sentit « obligé » de reprendre les choses en mains. Et, le 17 mai 1959, la loi de réforme agraire pouvait être promulguée. S'ensuivit alors une période « brouillonne », où la révolution cubaine conserva malgré tout une connotation sinon démocratique du moins largement humaniste : baisse des loyers de 50%, distribution de terres en friche, séparation de l'Eglise et de l'Etat, lutte contre l'analphabétisme, création de coopératives, existence d'une opposition...

En avril 1961, Castro proclamait cependant le caractère socialiste de

la révolution et le processus aboutissant à la « soviétisation » de Cuba se mettait en branle. Les différents mouvements révolutionnaires qui avaient fait la révolution fusionnaient dans les ORI (Organisations révolutionnaires intégrées), qui peu après se dotaient d'une direction nationale. Le 1^{er} octobre 1965, étaient constitués le bureau politique et le comité central du Parti uni de la révolution socialiste et, le 3 octobre, ce même parti un prenait le nom de Parti communiste de Cuba. La boucle était bouclée.

Le « socialisme » cubain

Comme on le voit, la chape de plomb ne s'est pas abattue tout de suite sur Cuba, et nombreux furent ceux qui se laissèrent prendre dans le flou artistique des débuts. *Noir et Rouge*, dans son numéro de mars 1962, qualifiait par exemple Castro du « *seul qui ait joint la critique des armes à la critique de la parole* », écrivait : « *Mais pourquoi la révolution éclata-t-elle ? Elle fut le fruit d'un homme : Fidel Castro. En effet, la même situation existait (et existe encore) au Guatemala, Nicaragua, Haïti, etc. Pourtant c'est à Cuba qu'elle a acquis un contenu révolutionnaire.* », et osait : « *Ainsi les ouvriers de la Havane refusèrent un mois avant que Castro ne prit le pouvoir de faire des grèves de soutien en sa faveur, montrant bien par là que dans un pays colonial, la classe ouvrière est complice des exploitateurs. Et comme ce n'était pas assez, le prolétariat commença dès janvier 1959, quand le régime était à peine installé, une série de grèves tournantes pour obtenir des augmentations... Aussi*

dut-on leur limiter le droit de grève et placer à la tête de la CTC un révolutionnaire authentique. »

Bien évidemment il est aujourd'hui aisé d'ironiser sur de tels événements, et plus encore sur ceux qui, alors que le doute n'était plus permis, continuèrent de mythifier la révolution cubaine. Mais même s'il est nécessaire de s'attacher à ces rappels historiques, en particulier vis-à-vis de l'extrême gauche marxiste ou marxienne, il n'est pas certain que cela soit suffisant. Car la question qui se pose est : comment un homme, qui n'était qu'un « *agitateur bourgeois* » (dit le Parti communiste cubain en 1953), a-t-il pu devenir le monseigneur Lefebvre du marxisme-léninisme ? Comment un parti communiste qui était inexistant a-t-il pu, en deux temps trois mouvements, s'imposer à tous les échelons (idéologiques, politiques, économiques...) de la vie d'un pays ? Et comment la « *castroïka* » peut-elle aujourd'hui narguer — comme l'a fait Castro dans son discours du 2 janvier 1989 — la perestroïka ?

De tout cela, et donc de la responsabilité militaire, politique, théorique, idéologique... des révolutionnaires non marxistes dans la dérive des révolutions non dominées au départ par les marxistes, il faudra bien parler un jour. Car c'est une évidence, seul un vide peut permettre à des personnes de cet ordre de s'instaurer. Un vide qui hier a vidé l'Espagne de son sang, et qui aujourd'hui pose la perestroïka en alternative à la « *préhistorique* » « *castroïka* » ! Etonnant, non ?

J.-M. RAYNAUD

INTERNATIONAL

Brèves...

• **L'ANTIMILITARISME BOUGE EN ESPAGNE...**
 • Les compagnons espagnols ne chôment guère par les temps qui courent. Parmi les actions menées à bien ces temps-ci, signalons : les rencontres antimilitaristes de Zaragoza, auxquelles participèrent 250 personnes et de nombreux groupes d'Euskadi. A la fin de ces conférences, fut organisée une manifestation rassemblant 300 personnes, devant le gouverneur militaire, ceci afin de demander la liberté des objecteurs emprisonnés. D'autres actions eurent lieu, à Palma de Mallorca.
 • Enrique Gimenez se trouve actuellement à la prison de Cartagène. C'est un objecteur qui a déserté de sa caserne. Il contacta alors le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) et envoya sa déclaration collective au Conseil national de l'objection de conscience. Il fut obligé de vivre dans la clandestinité durant plus d'un an. Il a été arrêté, il y a quelques semaines, alors qu'il voyageait dans un train. Il semblerait, enfin, qu'il soit sur le point d'être transféré à la prison militaire de Alcalá de Henares. Affaire à suivre...

• **LES CHÔMEURS SE METTENT AU TRAVAIL...**
 Les chômeurs de Bilbao (Espagne) ont bloqué les autobus de Bilbao afin d'obliger la mairie du coin à respecter une proposition de travail qui leur avait été faite. Le premier jour d'embauche devait être le 1^{er} décembre (reboisement de la ville), mais ces derniers jours aucune nouvelle n'apparaissait à l'horizon. Pour cette première action, les chômeurs avaient empaqueté les autobus dans des cartons, et menaçaient la mairie d'utiliser de la colle et de la peinture, si celle-ci ne donnait pas de nouvelles...

• **PRISONS**
 Depuis 1983, le nombre de prisonniers morts dans leurs cellules s'est vu multiplié par trois ! Il y a eu 491 morts dans les geôles espagnoles, ce qui se diviserait en : 111 cas de suicides, soit 22% (67% de ces suicidés étant des jeunes entre 16 et 30 ans). Le

même pourcentage de suicidé se rapporte également à ceux qui étaient en l'attente de leur procès. Parmi les suicidés, citons le cas de M.A.G.G. qui se suicida en septembre dernier après 4 jours d'emprisonnement, et qui « devait » faire un mois de prison. Parmi les autres morts, citons : 11 cas par overdose ; 43 par mort violente ; 292 cas par mort naturelle et 34 cas « d'autre façon ».

• **RFA : « BIG BROTHER IS WATCHING US »**
 • Offensive étatique contre la résistance en RFA : grâce au fameux article 129 A de la Constitution allemande (article ambigu, qui dans la pratique permet d'accuser de soutien à des organisations « terroristes » quiconque échange des points de vue avec des groupes armés, même s'ils n'ont aucune relation avec ces groupes), s'est développée ces derniers temps une nouvelle offensive généralisée contre les secteurs contestataires. A Hambourg, un individu de la Haffen Strasse, qui publia une information sur une assemblée ouverte dans laquelle intervinrent des anti-impérialistes, risque un an et demi d'emprisonnement.
 A Dusseldorf, des personnes furent condamnées pour le simple fait de leur style d'écriture : la façon dont ils construisaient les phrases dans leurs lettres ressemblait à la façon dont « on » fait un communiqué pour revendiquer une action.
 A Munich, deux personnes ont été accusées d'avoir organisé une réunion publique sur les prisonniers politiques...
 Ah ! délire sécuritaire quand tu nous tiens...
 Les gens s'organisent là-bas, mais il ne faut pas les laisser seuls avec leurs problèmes, car la société totalitaire et « nazie avancée » qui existe en RFA pourrait bien se généraliser à l'Europe de 1993. Au fait, que fera selon vous la commission Sécurité et Liberté ? Devinez...

Relations internationales

Sources : Agencia de Noticias Alternativa n° 56.

INTERNATIONAL

Revue de presse

• **CANADA.**
 « Get up ! Stand up ! », publié par Peace House.

Au sommaire, un article intéressant sur Noam Chomsky et son éternel combat contre tous les « Big Brothers ». L'article retrace une partie des luttes menées par Chomsky, et cela à travers nombre de ses publications : *Turning the tide*, *On power and Ideology*, *The culture of terrorism*, où Chomsky développe et éclaire les actions de ce qu'il appelle « the fifth freedom » en Amérique centrale, dans les Caraïbes, dans l'Irlande. Pour mémoire, Roosevelt parlait de « quatre libertés de la démocratie américaine » : liberté de parole, liberté du travail, liberté de vouloir et liberté contre la peur. Chomsky, dans son dernier livre, montre notamment comment les 40 000 morts au Salvador et les 90 000 morts en Amérique centrale depuis 1961 sont directement reliés à la poursuite, par les Américains, de la cinquième liberté. Livre à lire donc !

Pour terminer avec *Get up ! Stand up !*, court mais intéressant, mentionnons aussi un article contre l'apartheid.

Contact : « Peace House », 45, Melville Street, Dundas, Ontario L9H 1Z7, Canada.

• **BRÉSIL.**
 « Utopia », édité par nos compagnons brésiliens.

Au sommaire, divers articles de réflexion sur l'anarchisme : « Anarchisme et féminisme », « Pour une théorie anarchiste de la connaissance », « Ecologie et pensée révolutionnaire », « Nature humaine et anarchisme » avec Noam Chomsky, encore lui.

• **ESPAGNE.**
 « Cenit » n° 276, organe de la CNT-AIT de l'extérieur.

Diverses informations sur l'Association internationale des travailleurs, sur le Chili, sur « Qu'est-ce que l'autogestion ? », etc.

« CNT » n° 99, organe de la Confederacion Nacional del Trabajo (CNT-AIT).

Au sommaire : la grève générale du 14 décembre ; sur le communisme libertaire ; sur les femmes ; les aborigènes australiens ; le Chili ; un dossier sur la drogue ; et bien sûr toujours des articles bien fournis sur les luttes sociales en Espagne.

« La Oveja Negra » n° 31, organe de la CNT (non AIT) d'Euskadi.

Au sommaire : une partie importante de cette brochure traite de la grève générale du 14 décembre, plus diverses infos syndicales et un article sur la marginalisation des jeunes en Espagne.

« Propuesta para una revista libertaria » n° 0.

Une nouvelle brochure qui se pointe à l'horizon ?

« Mocador 8/9 ».

Diverses infos et luttes antimilitaristes. Très fourni. A consulter si vous voulez en savoir plus sur le sujet, qui déborde les frontières espagnoles (en catalan).

« Agencia de noticias Alternativas » n° 56.

Toujours aussi riche en informations sur les luttes libertaires.

Nous avons, de plus, reçu une lettre de nos compagnons, Pablo Serano, croissant dans les geôles de la « démo-crassie » espagnole, nous remerciant de l'envoi régulier du *Monde libertaire*. Etant donné que plusieurs compagnons nous ont déjà demandé l'adresse de Pablo pour lui écrire, nous la publions ci-dessous de manière à ce que les autres ne l'oublient pas : Pablo Serano, Prison de Soria, 42071 Soria, Espagne.

• **SUISSE.**
 « Où va la CNT ? ».

Brochure publiée par *Reflexions Sociales* relatant l'historique de la CNT-AIT, et essayant de montrer notamment le pourquoi de la scission du mouvement anarcho-sindicaliste espagnol, avec un historique documenté. A lire, pour ceux qui veulent en savoir plus sur le sujet. Pour tout contact : *Reflexions Sociales*, Case postale 213, CH-1000 Lausanne 6-Ouchy, Suisse.

« CIRA Genève, bulletin » n° 44.

Publications récentes reçues par nos compagnons, et le comment du fonctionnement de la bibliothèque.

• **ITALIE.**
 « Umanita Nova », organe de nos compagnons de la Fédération des anarchistes de langue italienne (FAI), n° 38.

Au sommaire : infos sur les remous dans le milieu de l'éducation ; sur Armando Borghi ; sur Giuseppe Coniglio, insoumis, prisonnier d'opinion dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes ; sur l'OTAN ; etc.

« Anarkiviu » n° 2.
 Art et communication, poésie et anarchisme...

• **ÉTATS-UNIS.**
 « *Guangara Libertaria* » n° 36, revue de réflexion réalisée par des exilés cubains.

Au sommaire : anarchisme et séparatisme ; art et anarchisme ; l'URSS à nue ; le patriarcat. Toujours aussi bien présentée, avec des infos sur Cuba, voir article ci-dessous.

• **PAYS-BAS.**
 « *De Zwarte* » n° 115 et n° 116, de nos compagnons de La Haye.

Des informations sur l'intifada, sur la génétique, sur la coopération entre la société Schell et l'apartheid d'Afrique du Sud, etc. Une seule lacune... de notre part, nous lisons difficilement le hollandais...

« *De As* » n° 84.
 Des articles sur la glasnost, sur l'Azerbaïdjan (bolchévisme dans l'Islam), les anarcho-punks en Pologne, la Yougoslavie, la culture alternative en Allemagne de l'Est, etc.

Relations internationales



ESPAGNE

Puerto Real (suite)

Nous tenons à vous informer, ici, des derniers événements survenus aux chantiers navals de Puerto Real, suite à la convocation puis à l'organisation d'une assemblée générale, cela à l'initiative de la CNT-AIT et du collectif de Becarios. La CNT et le collectif ont dû réaliser cette assemblée du fait des constants refus, de la part du comité d'entreprise, de la convoquer, ceci afin de parler des problèmes rencontrés par les différents collectifs.

L'assemblée fut faite en présence de 300 à 400 travailleurs et commença par un exposé des faits par le collectif de Becarios. Il ne faut pas oublier de signaler que l'entreprise, main dans la main avec le comité d'entreprise (CCOO, communistes ; UGT, socialistes ; et CAT), publia un communiqué menaçant de sanctions les travailleurs qui participeraient à l'assemblée. Ainsi, un militant de la CNT-AIT, Pepe Gomez, se vit infliger une sanction avec un mois de « congés » sans solde, alors que 40 autres travailleurs reçurent des avertissements.

Afin de ne pas faire dans le jaune « encore plus crasse », le comité

d'entreprise convoqua les travailleurs afin de parler de la sanction et des avertissements. Lors de cette nouvelle réunion, la CNT proposa un grève du zèle afin de protester contre la réaction de l'entreprise. Le comité, comble du délire, proposa de ne pas collaborer avec l'entreprise... Avaient-ils la mémoire si courte, pour oublier qu'ils avaient été les seuls à collaborer avec le patronat et contre les travailleurs ? Deux mille personnes étaient présentes à cette seconde réunion, mais aucune des deux propositions faites n'obtint la majorité, et se trouvaient aussi à égalité des voix. Malgré cela, le comité d'entreprise considéra que sa proposition avait été la seule acceptée... même si des grèves du zèle apparaissaient par ci par là... Ah ! coup de pied dans le cul, quand tu nous retiens !

« Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste. », Louise Michel.

Relations internationales

Article inspiré largement par « *Astileros de Puerto Real* », CNT n° 99.

L'anti-autoritarisme à Cuba

Les faits survenus sur l'île durant ces derniers mois ont obligé le régime à reconnaître qu'il existait à l'intérieur du pays divers mouvements anti-totalitaires, formés dans leur majorité de jeunes, iconoclastes, qui essayent de tester jusqu'à quel point le gouvernement tolère un certain type de protestation ou de déclaration de défense de la liberté individuelle et collective.

Il nous semble que la commission des droits de l'homme qui visita l'île n'a retiré aucun résultat positif lors de sa mission ; on voit ainsi qu'après près de trente ans de « socialisme blindé », le castrisme a dû renforcer le processus répressif après ladite visite.

Ici, à Miami, des éléments opportunistes, guidés par des intérêts économiques, essayent de manipuler le processus anti-autoritaire qui se met en place et de le soustraire à leur profit, comme si les protestations qui ont eu lieu émanaient d'eux.

Nous avons tous le devoir de ranimer cette petite flamme de liberté afin qu'elle se transforme en un incendie, vu qu'elle est l'œuvre d'étudiants, d'ouvriers et de paysans qui naquirent après le triomphe de Castro.

Nous avons tous besoin d'alimenter les conditions de révolte à l'intérieur de Cuba, tout en faisant bien attention de ne pas diriger ou influencer cet anti-autoritarisme naturel qui grandit chaque jour plus fort chez les jeunes cubains. Pour ceux qui se trouvent à Miami et qui ne peuvent le faire, le mieux est qu'ils se déplacent à Cuba et apportent leur message, personnellement.

Colectivo Guangara Libertaria (libertaires cubains exilés à Miami)

LES LIEUX DE VIE

Une alternative à l'échec des institutions ?

Le dispositif de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) continue comme dans le passé à trier, cacher, sauvegarder en sachant qu'il pulvérise sur son passage le fragile équilibre des familles.

Depuis de nombreuses années, une crise profonde traverse la profession, aussi bien du côté des éducateurs spécialisés que des assistants sociaux.

La problématique de cette recherche est celle du dépassement de cette situation.

Y a-t-il d'autres solutions que le discours politico-institutionnel centralisé ?

Peut-on envisager de nouvelles stratégies éducatives ? Qu'ont à nous apprendre les structures alternatives, les lieux de vie, les communautés thérapeutiques, etc. ? Ne peut-on pas tirer de ces expériences des idées pour sortir de cette inertie ?

Les sommes colossales englouties par le social ne pourraient-elles pas être mieux utilisées ?

Quel projet social pourrait sous-tendre une redéfinition de l'action sociale ? Comment construire une nouvelle politique sociale ?

Une solution ne se trouverait-elle pas dans la désinstitutionnalisation des structures socio-éducatives ? On constate que ces dernières baignent dans une totale incohérence.

Elles ne parviennent pas à s'adapter aux réalités sociales. Elles oublient souvent leur finalité : les populations accueillies.

Les lieux de vie n'entrent en scène, généralement, qu'à l'occasion de l'inculpation d'un de leurs animateurs par un juge zélé. Dérangés et marginalisés, les lieux de vie sont tout juste tolérés par l'Etat alors que, dans le même temps, leur utilité peut être reconnue localement. Aussi nous a-t-il paru intéressant de présenter l'essentiel du résumé d'une thèse de doctorat d'Etat, soutenue le 12 décembre 1988 à l'université de Paris-VIII-Saint-Denis, et intitulée *Les lieux de vie sont-ils une alternative à l'échec des institutions médico-éducatives traditionnelles ?*

Revoir entièrement le fonctionnement des institutions socio-éducatives supposerait que l'on en finisse avec les grandes déclarations dans les médias, et que l'on donne priorité rapidement à l'action en profondeur aux niveaux : pédagogique, financier, idéologique et hiérarchique.

Ne pas se contenter d'un ravalement périodique et de façade des institutions est-il concevable ?

Aujourd'hui la plupart des institutions sont hors du champ de toute innovation et de toute réalité. Elles fonctionnent pour elles-mêmes sans prise sur les problèmes réels.

Les fondateurs-pionniers des lieux de vie, comme : Fernand Deligny, Claude Sigala, Patrick Henard, Félix Guattari, etc., ont en commun le souci de stopper cette institutionnalisation forcée qu'ils perçoivent comme une « mascarade » et une « éducation ».

Ils proposent un projet éducatif et de soins psychiatriques intégral, c'est-à-dire qui parte de l'accueilli. L'éducation alternative, libertaire,

est pratiquée dans plusieurs pays : Etats-Unis, Allemagne fédérale, Angleterre. Ces structures parallèles accumulent les expériences, produisent des bilans.

Depuis une quinzaine d'années, particulièrement en France, malgré la méfiance ou l'hostilité des DDASS, de la Sécurité sociale, de la justice, qui accordent très difficilement des agréments et empêchent les lieux de vie de fonctionner correctement, ceux-ci survivent.

Ils répondent à une demande sociale profonde, car l'alternative est à même de créer de nouveaux rapports sociaux et de nouveaux modes de décisions, catalyseurs de prise de conscience.

La réelle responsabilisation de l'accueilli permet de modifier les rapports : soignant-soigné, éducateur-éduqué et assistant social-assisté.

A cause de sa bureaucratisation et de sa lourdeur, le système social est incapable de procéder à quelque programmation que ce soit pour innover.

La société est organisée en une superstructure politico-administrative beaucoup trop centralisatrice. La moindre tentative de transformation d'une institution locale se voit confrontée à une rigidité de la centralité administrative.

Combien de communautés, de structures se voulant alternatives, après des tentatives d'expériences dans le domaine de l'accueil d'enfants ou d'adultes (cas sociaux, délinquants, malades mentaux, toxicomanes), ont finalement échoué ?

Elles ont échoué parce qu'elle se sont heurtées aux réalités bureaucratiques, aux organismes de tutelle, aux règlements arbitraires, à la circulaire du 27 janvier 1983. Or, il faut une immense volonté et une force de caractère exceptionnelle pour lancer une structure légère ; le désir d'innover doit en effet surmonter l'inertie sociale et les obstacles bureaucratiques.

Il n'y a pas d'innovation spontanée. Elle doit être soutenue. Nous pouvons remarquer à travers l'histoire des coopératives ouvrières qui ont lutté pour leur survie, dans un contexte politico-financier hostile, qu'elles ont souvent échoué, parce qu'elles étaient prisonnières des conditions économiques et sociales.

Elles ne pouvaient faire face : aux charges financières, aux emprunts, à la concurrence ou à la fiscalité. Une innovation sociale remet en cause la structure de la société donc, d'une manière générale, son organisation. L'Etat revendique l'innovation. Mais souvent ses initiatives ne sont pas réellement des innovations dans le sens où nous l'entendons.

Il y a une opposition profonde d'intérêts entre les perspectives de planification de l'Etat et le fonctionnement d'un modèle local, autogestionnaire.

Aucune cohabitation entre les deux n'est vraiment possible (en dehors des structures parallèles qui continuent tant bien que mal à fonctionner).

La vraie rationalité est d'envisager des réalisations qui émanent de la base.

Nous posons là un problème politique. En matière d'innovation, l'Etat accepte des tentatives, mais qui restent isolées. D'autre part, l'innovation ne peut se pérenniser, car la société porte en elle une certaine lourdeur et une capacité profonde d'institutionnalisation.

La routine menace à chaque instant. Seule la mise en place de collectifs ou de coordinations à l'échelle régionale, nationale et internationale peut permettre un réel échange entre les structures.

L'ASEPSI (Association pour l'étude et la promotion des structures intermédiaires) œuvre dans ce sens, ainsi que l'AIE (Association information enfance).

D'autres instruments d'information sont possibles, comme les documents vidéo sur le mouvement alternatif, qui peuvent servir de moyens de formation dans les instituts régionaux de formation de travailleurs sociaux : IRFTS, écoles d'infirmières psychiatriques, écoles normales, etc. L'attrait du travailleur social pour le mouvement alternatif répond à plusieurs motivations : il y projette sans doute des phantasmes archaïques (lieu où il aurait souhaité vivre et grandir avec un mode de vie proche de ses aspirations philosophiques néo-

rousseauistes), ou des phantasmes de vie différente (retour à la nature, au milieu de chèvres, moutons, vaillets, pour oublier les contraintes des villes, oublier les « zombies », les « pys », et les crises institutionnelles). Le « lieu de vie » n'est ni un lieu-miracle ni un lieu-mirage, mais un lieu où l'on tente de construire une liberté, un respect mutuel, avec tout ce que ces termes comportent de merveilleux mais aussi de difficiles.

Le lieu de vie menace l'étatisme, la bureaucratie, la sclérose institutionnelle, la récupération et l'amalgame. En même temps, la législation leur fait souvent perdre toute originalité (...).

Jusqu'au vingtième siècle, la juridiction protégeant les mineurs n'a cessé d'évoluer. Malgré les lois, le placement des enfants en institution est loin d'être une solution. Ce qui m'amène à aborder la question de la « grande débâcle du social ».

L'inadaptation des structures et le manque de réel entraînent une sorte de faillite de l'Aide sociale à l'enfance (ASE).

Les structures alternatives nous semblent plus porteuses d'avenir pour les enfants placés (...).

Nous tentons une analyse comparative avec les autres pays européens.

Sur les expériences alternatives en Europe, l'origine des lieux de vie est en grande partie issue du mouvement anti-psychiatrique.

Pour l'Angleterre, nous nous référons à David Cooper et David Ronald Laing ; pour l'Italie, à Franco Basaglia et Jervis Giovanni ; et pour l'Allemagne fédérale au SPK (Collectif socialiste de patients), né dans la polyclinique de l'université de Heidelberg à l'initiative de médecins, d'étudiants et de malades décidés à démontrer par leurs pratiques que les services sociaux et de santé sont les principaux stabilisateurs du capitalisme, et que la maladie mentale est d'abord un fait politique.

Pour la France, nous nous référons à Fernand Deligny et Félix Guattari.

Nous consacrons une grande partie de cette thèse au quotidien des lieux de vie, à leurs limites, à l'exercice du pouvoir à l'intérieur, à la faiblesse de leur combativité sur le terrain politique.

Nous terminons cette recherche avec un chapitre consacré au travail social et à la dérive des associations. Cette recherche, qui a duré six ans, m'a amené à des déplacements en France et en Allemagne fédérale dans le cadre des échanges entre : Américains, Allemands et Français. Les Etats-Unis ont largement devancé les autres pays sur ce terrain. Leurs mouvements alternatifs sont actifs, certains s'autofinancent complètement.

Le cas de la France est spécifique car les structures parallèles fonctionnent pour plusieurs d'entre elles avec des stagiaires, des « objecteurs de conscience » (...).

Vivre et travailler dans un lieu de vie n'est donc pas un choix quelconque.

La gestion de ces communautés privilégie d'abord ce qui est nécessaire au quotidien. Y travailler suppose que l'on se passe du confort matériel et de la consommation. C'est une nouvelle sorte de militance.

Sylvain QUERANY



=====
 souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
 =====

NOTE DE LECTURE

Ethique et écriture

EN éditant *Trois essais sur la falsification* (1), les éditions 13 bis nous montrent un George Orwell déroutant. Si les deux premiers essais concernent la vérité et les intellectuels, le dernier (intitulé « England your England ») est à part. Écrit en 1941, en pleine Seconde Guerre mondiale, il établit l'existence d'une nation, d'une spécificité anglaise. Sans opportunisme, Orwell apparaît tel qu'il est dans ses autres écrits, hanté par le totalitarisme et éloigné des abstractions. Provocateur, il souligne qu'« (...) il était de bon ton d'affirmer que tous les êtres humains sont semblables bien que tout homme qui a deux yeux puisse constater qu'il existe d'énormes différences dans les conduites de tel ou tel pays. » Tout en reconnaissant que l'« Angleterre est, sous le soleil, le pays où la division des classes est la plus nette », ses

préoccupations l'amènent à vouloir « réconcilier le patriotisme avec l'intelligence » : il refuse « d'affirmer qu'entre un pain (le système libéral anglais) et pas de pain du tout (le totalitarisme) il n'y a pas de différence ». Cet essai original rempli de naïvetés et de remarques judicieuses doit beaucoup au contexte dans lequel il fut écrit. Une lecture contemporaine vient contredire ou atténuer ses conclusions.

Le premier essai (intitulé « Looking back on the Spanish War »), pourtant écrit en 1943, bénéficie du double recul géographique et historique. Orwell y confirme sa sympathie pour les sans-grades qui luttent pour leur dignité et se heurtent pour cela aux puissants et aux riches. Il s'en prend aux intellectuels qui, il a pu le constater, ont déformé souvent intentionnellement la vérité : « la nouveauté

de notre époque réside dans le renoncement à l'idée que l'histoire pourrait (2) être authentique. »

Mais c'est surtout dans le deuxième essai (intitulé « The prevention of literature »), écrit en 1946, que l'auteur de 1984 s'en prend aux intellectuels. A propos de la menace totalitaire, il écrit que ce « sont les intellectuels eux-mêmes qui représentent la menace la plus directe contre l'intégrité intellectuelle. » Farouche défenseur de la liberté pour tout individu de penser et de s'exprimer, Orwell note que tous les systèmes totalitaires (de droite ou de gauche, laïques ou religieux, passés ou présents) appauvrissent la littérature. C'est le cas aussi des autres formes d'expression : ainsi l'Eglise a féroceusement supprimé et réprimé toutes les musiques profanes pendant de longs siècles en Europe. Orwell souligne qu'à l'inverse l'appauvrissement littéraire restreint la pensée et donc la liberté. Ce lien essentiel entre écriture et liberté l'a d'ailleurs conduit à écrire, en 1946, un « guide pratique » intitulé *La politique et la langue anglaise* (3), dans lequel il s'efforce de considérer la langue « comme instrument qui permet d'exprimer la pensée au lieu de l'obscurcir, voire l'interdire ».

Tout au long de ces trois essais, Orwell ne cesse de dénoncer les intellectuels coupés du peuple et ceux qui se vendent. A sa manière, et sans démagogie, il essaie de rester intransigeant.

JÉRÔME (Gr. Flores-Magón)

(1) *Trois essais sur la falsification*, textes de George Orwell, éditions 13 bis, 1987, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 45 F.

(2) Souligné par l'auteur.

(3) *La politique et la langue anglaise*, George Orwell, éditions Partage Noir, 7 F, en vente à la librairie du Monde libertaire. Les anglicistes peuvent se reporter au numéro de L'Arc consacré à George Orwell (n° 94, 1984) pour obtenir les références des textes consacrés à la langue.



George Orwell.

HUMEUR

Que faire ?

DANS le genre « bourrage de crâne » et « réécriture de l'histoire » à des fins politiques (en l'occurrence consensuelles), nous n'avions pas vu cela depuis longtemps !

Il y aura aussi quelques technocrates (ils sont toujours pleins de bonnes intentions ces gens-là), dans les ministères, qui chercheraient à nous dégoûter de notre passé, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement !

Quel matraquage des médias depuis deux semaines ! Ils ne vont pas pouvoir tenir le peuple en haleine jusqu'au 14 juillet, à ce rythme-là !

Pour ceux qui sont déjà proches de l'overdose, voici quelques idées : vous débranchez votre télévision, vous la mettez dans le placard le plus proche, qui ferme à clé, vous fermez puis vous jetez la clé dans la première poubelle qui se présente. Cela vous évitera :

- de vous blesser si vous aviez l'intention de casser l'écran ;
- que la télévision ne se retrouve dans une décharge de déchets toxiques, quelque part en Afrique, à la périphérie d'un bidonville ;
- de devenir fada à force de fixer l'écran.

200 ANS APRÈS LES FRANÇAIS SONT RESTÉS DES RÉVOLUTIONNAIRES.



Ensuite, pour les passionnés de « l'histoire » qui veulent se décrocher le ciboulot, il existe de nombreuses et bonnes lectures. Parmi elles : une revue bimestrielle d'histoire populaire, *Gavroche*, bien modeste, mais qui reste l'une des plus intéressantes que je connaisse. Cette revue parle de notre vie quotidienne, depuis les temps reculés du Moyen Age jusqu'à nos jours. Comme exemple, voici le sommaire du dernier numéro : la grande misère des soldats de la révolution ; jeu de société dans le milieu minier du Nord au XIX^e siècle ; le choix d'une nourrice ; 11 novembre 1918 : la fin d'un carnage ; la petite histoire du diabol... (1)

Enfin, en cette période où nous décrochons un calendrier du mur

pour en mettre un autre, il était de tradition, avant l'arrivée des « grands médias » de se procurer un almanach. L'almanach fut d'ailleurs, pendant plusieurs siècles, la seule source d'information et l'on y trouvait une quantité impressionnante de renseignements pratiques. C'était aussi un excellent moyen de propagande. Dans le mouvement anarchiste de la fin du siècle dernier, le plus connu des almanachs fut sans doute l'almanach du Père Peinard. Le gniaf journaliste qui en est l'auteur (2) mange depuis longtemps « les pissenlits par la racine », mais sa prose reste toujours aussi corrosive et... d'actualité ! Voici un petit extrait (commentaire sur les élections législatives) : « (...) Ah, les jean-foutre de la haute ont été rudement marioles, en nous sacrant souverains ! On est fier de la chose — y a pourtant pas de quoi faire les farauds ! Quand on rumine un tantinet ce que ce fourbi à la manque est rigouillard : y a pas pire trouducuterie. Pour se convaincre, il s'agit de regarder de près le fonctionnement de cette sacrée mystification. Et d'abord nous n'exerçons pas notre souveraineté à propos de bottes, quand l'envie nous vient. Ah mais non ! Les dirigeants ont réglé la chose, — tellement que nous n'usons du fourbi qu'une fois tous les quatre ans. Cette précaution est indispensable, paraît-il, pour empêcher de détériorer notre trésor : la souveraineté est un bibelot fragile, et comme le populo a les pattes gourdes, s'il la manipulait trop souvent, il la foutrait en miettes. En ne le laissant s'en servir qu'une fois tous les quatre ans, pour renouveler la délégation aux députés, les grosses légumes n'ont pas le moindre avarô à craindre : une fois la comédie électorale jouée, ils ont de la brioche sur la planche pendant quatre ans et ils peuvent s'enfiler des pots de vin et toucher des chèques à gogo... » (3).

CHRISTIAN (Evreux)

(1) Editions Floréal, BP 872, 27008 Evreux cedex, disponible à la librairie du Monde libertaire.

(2) Il s'agit d'Emile Pouget.

(3) L'almanach du Père Peinard (1894-1899), 320 pp., éditions Papyrus.

ECOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

NOTE DE LECTURE

Bardamu vu par Tardi

ON a tout dit et redit sur Louis-Ferdinand Céline. Le meilleur et le pire, le bon et le mauvais. Mais on n'est pas là, ni pour critiquer les critiques ni pour juger son engagement pendant la Seconde Guerre mondiale, ses succès littéraires ou sa vie professionnelle, même si pourtant ces aspects des choses furent étroitement mêlés à son œuvre. De la controverse naquit le mythe, et de la gauche comme de la droite on se dispute l'admiration et le dédain, la vénération et le mépris.

Il est désormais de bon ton de couper l'œuvre en deux. Il y a avant et après. L'antisémitisme triomphant et le voyage. Le Voyage qu'il faut avoir lu, qu'il faut avoir fait. Balloté par la guerre, d'Afrique aux Etats-Unis, puis en banlieue parisienne, Bardamu patauge dans le sordide, dans la noirceur, la moiteur, la sueur aigre. Partout où il va, il trouve la méchanceté, la veulerie et peut-être pire encore : la médiocrité fière d'elle, triomphante. Céline peint, retouche, dessine des visions hallucinées mais lucides, en humaniste qui a renoncé à changer le monde. Insultant, érucant, fustigeant, on n'a pas fini de décortiquer le style puissant et rapide qui, dès la première édition, en 1932, a bouleversé la littérature.

Mais qu'est-ce qui vaut de parler aujourd'hui de Céline et plus précisément du Voyage au bout de la

nuît. Tout simplement une nouvelle édition, illustrée celle-ci, et quelles illustrations ! Du Tardi vrai de vrai !

L'annonce, il y a quelques mois, de sa parution pouvait laisser supposer que Tardi avait imaginé le voyage, Bardamu, Robinson, comme il avait imaginé les personnages de Malet dans les deux magnifiques albums : *Brouillard au Pont de Tolbiac* et *120, rue de la Gare*. Une bande dessinée classique en somme, au service d'un grand texte, un peu comme du Mozart dans une version des *Béruriers Noirs*. La qualité du texte et le ton de Malet collent parfaitement bien à ce type d'éditions. On pouvait craindre le pire pour Céline. A tort. Il s'agit en fait d'une fort belle co-édition Futuropolis-Gallimard, du texte illustré en noir et blanc. Le trait est magique, tombe où il faut qu'il tombe, embellit le texte en typo originale et en version intégrale, la couverture reprend les couleurs Gallimard — rouge, noir, jaune — des grands classiques. Un bel objet, un grand texte, de bons dessins. Le souffle épique ne perd rien de son efficacité ! A consommer avec excès...

Emile VANHECKE

Disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 179 F.

Soutien à Radio-Libertaire

Le prochain gala de soutien à Radio-Libertaire aura lieu le samedi 21 et le dimanche 22 janvier à l'initiative des animateurs de l'émission « Folk à lier », une des plus anciennes émissions de la grille (tous les dimanches de 12 h à 14 h 30).

Au programme :
Samedi 21 janvier : concert avec Louisiana (musique cajun), Jean-François Dutertre (épinette des Vosges), Marc Perrone et Marie-Odile Chantran (accordéon diatonique et vielle à roue). De 19 h à 23 h précises.

Dimanche 22 janvier : bal folk/Fast-Deiz avec Assez d'Essais (Bretagne), le GOP, Marc Perrone et Marie-Odile Chantran (one more time !) et les chanteurs de Ar Gazeg Veurz. De 15 h à 20 h précises.

Le gala aura lieu à Ty Ar Vretonned, 22, rue Delambre, Paris XIV^e (métro Vavin ou Edgard-Quinet). Prix : 80 F les deux jours ; 50 F le samedi ; 40 F le dimanche (10 F de réduction aux porteurs de la carte d'adhérent à l'association Ty Ar Vretonned).

La rédaction

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 12 janvier
« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : Boucaya expose à « Tendances Grises ».

Vendredi 13 janvier
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : Jean-Luc Besnier et l'Union rationaliste évoquent l'œuvre de Georges Bataille.
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : le risque nucléaire, avec Roger Belbeoch (physicien non superstitieux).

Samedi 14 janvier
« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : hommage à Jean Maitron (forum à 16 h le même jour à la librairie du Monde libertaire avec Claude Pannetier).
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le « Bottle Neck » !

Dimanche 15 janvier
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : avec un invité surprise.
« Relations internationales » (18 h 30 à 20 h) : l'Allemagne aujourd'hui, avec un invité de Berlin.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Paul Gilon.

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les paysans en 1789 (3^e partie)

La question sociale a suscité un énorme intérêt en 1789, même si elle fut traitée de façon embryonnaire. Des deux grands projets égalitaires concernant les campagnes, le plus connu est le « communisme agraire ». Par ce terme de communisme, nous n'entendons pas les systèmes précis du XIX^e siècle mais le principe de la communauté des biens (ou au moins des terres), idée que plusieurs écrivains défendront à des degrés divers. Bien avant la Révolution, avaient éclos des projets de ce type. L'origine en était la relecture de Platon, de Thomas More et l'interprétation de passages de Rousseau ou de Mably par les écrivains du XVIII^e siècle.

Un de ces écrivains, François d'Hupay, emploie bien le mot de « communisme » pour son système ; il reste le seul, même s'il a paru plus commode pour les historiens de rassembler plusieurs écrivains derrière ce vocable. Ils sont relativement nombreux en 1789 ; Rétif de la Bretonne, Chappuis, Collignon, Sylvain Maréchal, Beauvieux, Boissel, et bientôt Babeuf. Ce dernier mis à part, on trouve des traits communs à l'école « communiste » : la plupart d'entre eux sont âgés ou à une expérience pré-révolutionnaire. Ce « communisme » est donc avant tout le fruit de lectures, de réflexions, plus qu'une expérience révolutionnaire. Si ces auteurs sont tous intéressés, voire enthousiasmés par la Révolution, ils ont parfois des réticences. C'est dû avant tout au dégoût de la ville. L'écrivain Rétif de la Bretonne, fils de paysan, avait vu son village se transformer par l'urbanisme et le « capitalisme » et en tire du ressentiment. Cet auteur, qui s'intéresse à la condition ouvrière, outre son projet « d'utopie », traite de « populace » la plupart des émeutiers parce que rien de bon ne peut sortir d'une grande ville, lieu de déstabilisation par excellence. Même chose, quoi que plus nuancée, chez Sylvain Maréchal qui manifeste des regrets devant la grande cité. En 1793, n'écrit-il pas : « Le sauvage n'est pas encore l'homme. Le citadin n'est plus l'homme », et il espère un « juste milieu entre le cannibale brute et le Parisien poli ».

Le communisme agraire

Penser un communisme agraire, c'est parfois retrouver un espace où chaque producteur aurait un rôle social bien défini ; c'est aussi penser la vie humaine au niveau de la communauté de base. Ces auteurs ne se réfugient pas dans les abstractions. Certes, ils ne parlent pas des communautés d'habitants, lieux de la démocratie villageoise, mais ils cherchent des exemples d'économie collective, notamment ces clans communautaires comme les Pinons en Auvergne, les Fleuriot ou les Jault qui naquirent au Moyen Âge et durèrent jusqu'au XIX^e siècle. Ces clans de paysans furent l'objet d'un énorme engouement chez les penseurs du XVIII^e siècle. Voltaire, pourtant très opposé à l'égalité sociale, y voyait un mode d'organisation viable. Sylvain Maréchal, lui, en fit son idéal d'autant que le patriarcat joue un certain rôle dans son projet de société.

Si l'on étudie les résonnances sociales de ces théories « communistes », il y a de quoi être déçu. Beaucoup de ces théoriciens audacieux par écrit ont été des poltrons en pratique. L'exemple le plus caractéristique est le Cercle social de l'abbé Fauchet, qui connut un réel succès au début de la Révolution (jusqu'à cinq mille spectateurs). Pourtant, ses leaders, qui propageaient des thèses communistes finissent républicains modérés. De même, Rétif de la Bretonne était effrayé par la moindre émeute, tout comme l'Ange, précurseur lyonnais de Fourier. Sylvain Maréchal courbera l'échine sous plusieurs régimes, échaudé par une première arrestation. Seul Jean-Claude Chappuis est arrêté en 1795 pour placards séditieux. Quant à Babeuf, il fut certes un militant courageux, mais son projet social est en maturation avant 1793, et c'est comme agitateur qu'on le poursuit. C'est pourtant grâce à lui que le communisme s'est traduit politiquement pour la seule et unique fois durant la Révolution. Sylvain Maréchal sortit de sa prudence pour rejoindre son ami Babeuf et rédigea le Manifeste des Égaux (1796) : « Plus de propriété individuelle des terres, la terre n'est à personne ; nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : ces fruits sont à tout le monde ». Si le caractère communiste du manifeste est sans ambiguïté, celui de la

conjonction reste discuté et fait l'objet de polémiques.

La plupart des conjurés, Babeuf y compris, n'approuvèrent pas certaines audaces du Manifeste, notamment les aspects anti-autoritaires. Beaucoup de babouvistes étaient des nostalgiques de 1793, ralliés par la répression autour d'un leader efficace,

caux. Lorsque le journaliste d'origine irlandaise James Rutledge veut défendre cette idée devant le club des Jacobins, il est hué dès les premiers mots ! C'est que la « loi agraire » était applicable immédiatement grâce aux communautés villageoises, et surtout par les jacqueries persistantes depuis 1789. On essaya donc de conjurer le projet.

L'Essai sur la justice primitive de Pierre Dollivier (1793), un ancien prêtre. Dans ce projet, il récuse par prudence le terme de « loi agraire » mais arrive au même résultat. Méthodiquement, sans dogmatisme, il propose le partage des grandes propriétés, puis l'exploitation en usufruit de lopins de terre égaux qui appartiennent à la commune. La production est distribuée collectivement. Ainsi, par la consommation, le niveleur Dollivier rejoint la préoccupation communiste, prouvant que le conflit entre les deux méthodes n'était pas irrémédiable.

Mais, au-delà de ces clivages, le lecteur peut se demander quelle fut la résonnance de ces idées pendant la Révolution. Ce ne fut pas « l'idéologie dominante », il y eut néanmoins un impact qui dépasse le cadre théorique. Vers 1794, on arrête un « curé rouge », Croissy, qui appelait ses paysans à l'émeute sociale. Il révèle aux enquêteurs que les habitants d'Abbeville (Somme) ont permis à Babeuf d'atteindre en 1792 le premier niveau des élections tout en connaissant ses idées. Sympathie pour le communisme ? Non, les paysans ont cru que Babeuf avait « fait un projet sur la loi agraire ». Mais malgré cette distinction oiseuse, on notera les centaines de voix pour l'égalitarisme ! La brochure de Dollivier fut approuvée par une assemblée d'une vingtaine de paysans (le procès-verbal a été ajouté par l'auteur à son texte). Curieusement, les tentatives de communisme agraire sont dues à des « curés rouges », qui ne sont pas dépréciés comme Dollivier. Au contraire, ils mêlent le religieux à leurs idées sociales : le millénarisme n'est pas loin. Petit-Jean, curé dans le Cher, emmène des paysans à briser les haies des gros propriétaires et prône la communauté des biens.

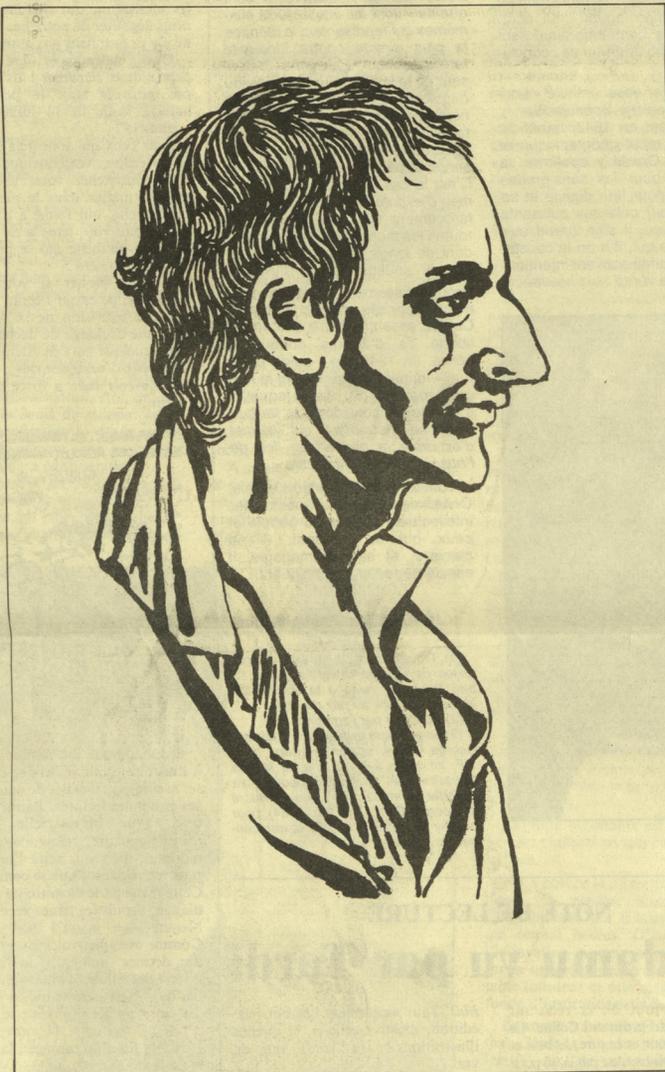
Plus net encore, le cas de Carion, curé d'Issy-l'Évêque (près d'Autun). Sous sa conduite, les villageois décident en 1791 de s'auto-administrer, de créer un grenier collectif et attaquent les riches. Voici le rapport des autorités : « Le curé, le casque en tête et l'épée au côté, allait chez tous les laboureurs s'emparer de leurs grains (...) A l'aide de ses troupes (car il en avait) il a établi et perçu des octrois, fait abattre des murs de clôtures, arracher des haies... ». Arrêté et transféré à Paris, Carion est défendu par une délégation de six communes, venue à pied pour dire qu'il a agi dûment mandaté par ses paysans ! Ebahis, les juges doivent le libérer...

Il y a peu d'autres projets communistes issus du monde rural, sauf celui de Jean-Baptiste Léger. Menuisier de village, il propose en 1796 une organisation communautaire du pays, mais il est possible que Léger ait eu accès au journal de Babeuf, alors légal, ce qui limite l'origine rurale de ses idées.

Par contre, les Archives nationales sont pleines de projets et de pétitions de niveleurs issus de la paysannerie. Poirier, cultivateur de Seine-et-Oise propose « que les terres soient divisées en la plus petite portion possible » (1794) ; Joannet, paysan de Côte-d'Or veut limiter la terre à ce qu'on peut en cultiver tout seul. Deux communes isolées du Jura reprennent l'idée : la terre à ceux qui la travaillent avec partage des terres non utilisées (1794). Même si la notion de « loi agraire » était confuse, elle a sans doute mieux répondu aux aspirations des paysans, du moins les plus pauvres. Les autorités jacobines s'inquiétèrent de voir la Terreur dévier vers l'expropriation, alors que le support du régime était précisément les gros propriétaires. Près de Bourgoin, les fermiers « jacobins » se plaignent d'un détachement de l'armée révolutionnaire (troupe spéciale de sans-culottes) qui dresse les pauvres contre eux : « Ils préchoient ouvertement la loi agraire, l'insurrection des pauvres contre les propriétaires qu'ils nommoient scélérats, brigands ». Dans l'ensemble, ces « dérapages » furent empêchés jusqu'à ce que la réaction sociale emporte ces rêves populaires, devenus un moment réalisables.

Aujourd'hui, le problème n'est pas d'opposer un partage « petit-bourgeois » de la terre au communisme d'alors. Les limites étaient floues à l'époque ; l'important est de relever ces projets audacieux. Le débat montre d'étonnantes audaces sociales en 1789 venant perturber l'idée d'une simple révolution d'élites. Cela amène aussi à réfléchir aux influences culturelles dans l'adoption d'une méthode révolutionnaire authentique.

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)



Sylvain Maréchal.

sans plus. Il n'y avait que deux anti-robespierristes dans la conjuration : Maréchal et le sans-culotte Bodson. Il convient donc de nuancer en faisant de la Conjurat des Égaux une application littérale du communisme ! Et pour un Sylvain Maréchal rejoignant Babeuf, pour un François Boissel adhérent sans états d'âme au club des Jacobins, combien de théoriciens audacieux en paroles seulement, effrayés de voir le peuple toucher à leurs rentes ? Or, un véritable communisme ne devrait-il pas s'appliquer sans clerics ni police, mais par une volonté collective ? Sans déprécier cette doctrine, il faut reconnaître qu'elle a souvent manqué de consistance en pleine Révolution française.

La « loi agraire »

L'autre grande doctrine sociale était appelée la « loi agraire ». Par ce terme, on entendait l'expropriation et la redistribution égalitaire des terres, doctrine qui prendra plus tard le nom de Partage noir (en Russie). A la communauté, on préfère la division en lopins de terres égaux sous contrôle de la commune villageoise. Autant le projet communiste cité au début de cet article semblait une réverie lointaine pour les notables, autant la « loi agraire » provoqua une véritable panique, même chez les bourgeois les plus radi-

Bien avant Orwell, les notables de 1789 avaient compris le pouvoir du langage et pratiquèrent une véritable exclusion de ce vocable, assimilé aux pires trahisons. Ils gagnèrent : on n'en parla plus par une véritable inhibition qui frappa les auteurs. Malgré cette autocensure, la propagande continua par allusions. En 1792, Antoine Momoro publia une brochure ambiguë par ses non-dits : *De la Convention nationale*, qui provoqua un tollé en évoquant une redistribution éventuelle de la terre. Le gouvernement girondin fit alors voter une loi punissant de mort celui qui écrirait sur la « loi agraire » ou même qui en parlerait ! La guillotine pour deux mots : c'est dire la force du concept. Cela permit à certains communistes de régler leurs comptes ; ainsi Sylvain Maréchal dans le Manifeste des Égaux : « La loi agraire ou le partage des campagnes fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plutôt que par la raison. » !

Les « niveleurs »

Malgré tout, il y eut quelques niveleurs courageux. Frotié, ancien fermier devenu garde national osa parler de « loi agraire » en préconisant la division des grandes fermes (1794). Mais l'écrit le plus intéressant reste